PROMESSE DE VENTE

Consorts FABRE / SAS HECTARE

101688601
MGS/CR/

L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN,
LE VINGT HUIT JANVIER

A CASTRIES, (Hérault) , au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé,

Maître Mireille GUILHAUME SCOTT, Notaire Associé de la Société Civile Professionnelle titulaire d'un Office Notarial à la Résidence de CASTRIES (Hérault), dénommée « Mireille GUILHAUME-SCOTT Philippe TZELEPOGLOU et Jeanne CADERAS de KERLEAU », Notaires Associés,

A RECU le présent acte contenant PROMESSE DE VENTE à la requête de :

PROMETTANT

1/ Monsieur Samuel Jean-Roch **FABRE**, responsable Commercial grands comptes, demeurant à MONTAUD (34160) 25 rue des Aspres.

Né à MONTPELLIER (34000) le 5 octobre 1971.

Célibataire.

Ayant conclu avec Madame Céline Evelyne Renée PASSET un pacte civil de solidarité sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par Maître Mireille GUILHAUME-SCOTT, notaire à CASTRIES, le 22 juillet 2013.

Contrat non modifié depuis lors.

De nationalité Française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

2/ Monsieur Pierre-Marie **FABRE**, Maître d'Hôtel, demeurant à SAINT-GELY-DU-FESC (34980) 180 rue des Erables.

Né à MONTPELLIER (34000) le 13 août 1968.

Célibataire.

Ayant conclu avec Madame Bénédicte Marie Cécile THIAULT un pacte civil de solidarité sous le régime de la séparation de biens, suivant contrat reçu par Maître Mireille GUILHAUME-SCOTT, notaire à CASTRIES, le 16 septembre 2013.

Contrat non modifié depuis lors.

De nationalité française.

Résident au sens de la réglementation fiscale.

BENEFICIAIRE

La Société dénommée **SAS HECTARE**, Société par actions simplifiée au capital de 35.100.000,00 €, dont le siège est à CLAPIERS (34830), clos des Chanterelles 251 rue du Romarin, identifiée au SIREN sous le numéro 351338660 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de MONTPELLIER.

QUOTITES ACQUISES

SAS HECTARE acquiert la pleine propriété.

DECLARATIONS DES PARTIES

Le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** déclarent :

Que leur état civil et leurs qualités indiqués en tête des présentes sont exacts.

Qu'ils ne sont pas en état de cessation de paiement, redressement ou liquidation judiciaire.

Le **BENEFICIAIRE** déclare :

Que la société qu'il représente a son siège social en France, à l'adresse indiquée en tête des présentes.

Qu'elle n'a fait l'objet d'aucune demande en nullité ni en dissolution anticipée.

Et n'être concernés :

- Par aucune mesure de protection.
- Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.

Le tout sauf ce qui peut être spécifié aux présentes.

Le **BENEFICIAIRE** déclare ne pas être, soit à titre personnel, soit en tant qu'associé ou mandataire social, soumis à l'interdiction d'acquérir prévue par l'article 225-26 du Code pénal.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été portées à la connaissance du rédacteur des présentes à l'appui des déclarations des parties :

Concernant Monsieur Samuel FABRE

- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Concernant Monsieur Pierre-Marie FABRE

- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Concernant la société SAS HECTARE

- Extrait K bis.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Samuel FABRE est présent à l'acte.

- Monsieur Pierre-Marie FABRE est présent à l'acte.

- La Société dénommée SAS HECTARE est représentée à l'acte par Monsieur Eric PORTALES, en vertu des pouvoirs qui ont été conférés le 24 novembre 2020 et qui sont annexés aux présentes .

LESQUELS, préalablement à leurs conventions, ont exposé ce qui suit :

EXPOSE

AVERTISSEMENT SUR LES PROMESSES DE PLUS DE DIX-HUIT MOIS

Il est ici rappelé les dispositions de l'article L 290-1 du Code de la construction et de l'habitation aux termes desquelles, toute promesse de vente ayant pour objet la cession d'un immeuble ou d'un droit réel immobilier, dont la validité est supérieure à dix-huit mois, ou toute prorogation d'une telle promesse portant sa durée totale à plus de dix-huit mois est nulle et de nul effet si elle n'est pas constatée par un acte authentique, lorsqu'elle est consentie par une personne physique.

Cet acte supporterait l'émolument prévu à l'article A 444-163-2 du Code de commerce, émolument qui ne s'imputera pas sur celui de la vente.

PROMESSE DE VENTE

Le plan de l'acte est le suivant :

OBJET DU CONTRAT
TERMINOLOGIE
DESIGNATION
DELAI - REALISATION - CARENCE
PROPRIETE - JOUISSANCE
PRIX - CONDITIONS FINANCIERES
RESERVES - CONDITIONS SUSPENSIVES
CONDITIONS ET DECLARATIONS GENERALES
REGLEMENTATIONS PARTICULIERES
FISCALITE
SUBSTITUTION
DISPOSITIONS TRANSITOIRES
AFFIRMATION SINCERITE - DOMICILE

OBJET DU CONTRAT
PROMESSE UNILATERALE DE VENTE

Le **PROMETTANT** confère au **BENEFICIAIRE** la faculté d'acquérir, le **BIEN** ci-dessous identifié.

Le **PROMETTANT** prend cet engagement pour lui-même ou ses ayants droit même protégés.

Le **BENEFICIAIRE** accepte la présente promesse de vente en tant que promesse, mais se réserve la faculté d'en demander ou non la réalisation.

TERMINOLOGIE

Pour la compréhension de certains termes aux présentes, il est préalablement expliqué ce qui suit :

- Le **"PROMETTANT"** et le **"BENEFICIAIRE"** désigneront respectivement le ou les promettants et le ou les bénéficiaires, qui, en cas de pluralité, contracteront les obligations respectivement mises à leur charge solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit rappelée chaque fois,

- Le **"BIEN"** désignera l'immeuble objet de la présente promesse de vente.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le **PROMETTANT**, sous réserve de l'accomplissement des conditions stipulées aux présentes, promet de vendre au **BENEFICIAIRE**, le **BIEN** dont la désignation suit.

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

A MONTAUD (HÉRAULT) 34160 Le Village,
Deux parcelles de terrain non viabilisées .
Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZB	355	LE VILLAGE	00 ha 36 a 65 ca
ZB	356	LE VILLAGE	00 ha 03 a 15 ca

Total surface : 00 ha 39 a 80 ca

Tel que le **BIEN** existe, avec tous droits y attachés, sans aucune exception ni réserve.

Un extrait de plan cadastral est annexé.

AFFECTATION

Le **BIEN** est actuellement sans usage particulier.
Le BENEFICIAIRE déclare qu'il entend l'aménager afin d'y implanter un lotissement à usage d'habitation, permettant la création de 8 parcelles de terrain à bâtir.

EFFET RELATIF

Donation partage par Monsieur Daniel FABRE suivant acte reçu par Maître PALUAN notaire à GANGES le 31 décembre 2010 publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2 le 11 février 2011, volume 2011P, numéro 1907.

Donation partage par Monsieur Daniel FABRE suivant acte reçu par Maître GUILHAUME-SCOTT notaire à CASTRIES le 23 décembre 2013 publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2 le 24 avril 2014, volume 2014P, numéro 4405.

Précision étant ici faite Monsieur Daniel FABRE, donateur, est décédé à CASTELNAU-LE-LEZ (34170), le 17 juin 2014
Un acte de Notoriété a été établi en date du 19 décembre 2014 par le Notaire soussigné .

DELAI

La promesse de vente est consentie pour une durée de **HUIT (8) MOIS à compter des présentes, sauf prorogation automatique prévue aux conditions suspensives ci-après indiquées, sans que cela puisse excéder le délai de DIX (10) mois à compter des présentes .**
Si le **BENEFICIAIRE** n'était pas en mesure de lever l'option ou régulariser la vente définitive dans le délai ci-dessus convenu, il devra en informer par tous moyens, le **PROMETTANT.**
Dans cette hypothèse, les parties s'engagent à se rapprocher afin de convenir d'une prorogation des délais prévus aux présentes.
Et à défaut d'entente entre elles dans **les 15 jours** suivant la date à laquelle la vente aurait dû être régularisée, les présentes seront, par dérogation à ce qui a été énoncé supra, caduques de plein droit, sans indemnité de part ni d'autre.

En cas de carence du **PROMETTANT** pour la réalisation de la vente, ce dernier ne saurait se prévaloir à l'encontre du **BENEFICIAIRE** de l'expiration du délai ci-dessus fixé.

Toutefois, si, à cette date, les divers documents nécessaires à la régularisation de l'acte n'étaient pas encore portés à la connaissance du notaire chargé de sa rédaction, le délai de réalisation serait automatiquement prorogé aux huit jours calendaires qui suivront la date à laquelle le notaire recevra la dernière des pièces indispensables, sans que cette prorogation puisse excéder trente jours.

REALISATION

La réalisation de la promesse aura lieu :

- Soit par la signature de l'acte authentique constatant le caractère définitif de la vente, accompagnée du versement par virement sur le compte du notaire chargé de recevoir l'acte authentique de vente d'une somme correspondant :
  - au prix stipulé payable comptant déduction faite de l'indemnité d'immobilisation éventuellement versée en exécution des présentes,
  - à la provision sur frais d'acte de vente et de prêt éventuel,
  - à l'éventuelle commission d'intermédiaire,
  - et de manière générale de tous comptes et proratas.
- Soit par la levée d'option faite par le **BENEFICIAIRE** à l'intérieur de ce délai, suivie de la signature de l'acte authentique de vente dans le délai visé ci-dessus. Si la levée d'option a lieu alors que des conditions suspensives sont encore pendantes, elle n'impliquera pas renonciation à celles-ci, sauf volonté contraire exprimée par le **BENEFICIAIRE**. Cette levée d'option sera effectuée par le **BENEFICIAIRE** auprès du notaire rédacteur de l'acte de vente par tous moyens et toutes formes ; elle devra être accompagnée, pour être recevable, du versement par virement sur le compte dudit notaire d'une somme correspondant :
  - au prix stipulé payable comptant déduction faite de l'indemnité d'immobilisation éventuellement versée en exécution des présentes (étant précisé que, pour la partie du prix payé au moyen d'un emprunt, il convient de justifier de la disponibilité des fonds ou d'une offre de prêt acceptée),
  - à la provision sur frais d'acte de vente et de prêt éventuel,

L'attention du **BENEFICIAIRE** est particulièrement attirée sur les points suivants :

- L'obligation de paiement par virement et non par chèque même s'il est de banque résulte des dispositions de l'article L 112-6-1 du Code monétaire et financier.
- Il lui sera imposé de fournir une attestation émanant de la banque qui aura émis le virement et justifiant de l'origine des fonds sauf si ces fonds résultent d'un ou plusieurs prêts constatés dans l'acte authentique de vente ou dans un acte authentique séparé.

REDACTEUR DE L'ACTE AUTHENTIQUE DE VENTE

L'acte authentique constatant la réalisation de la vente sera reçu par **Maître GUILHAUME-SCOTT Notaire à CASTRIES.**

En toute hypothèse, le transfert de propriété est reporté au jour de la constatation de la vente en la forme authentique et du paiement du prix tel que convenu et des frais, même si l'échange de consentement nécessaire à la formation de la convention est antérieur.

CARENCE

Au cas où la vente ne serait pas réalisée par acte authentique avec paiement des frais, le **BENEFICIAIRE** sera de plein droit déchu du bénéfice de la promesse après une simple mise en demeure adressée au **BENEFICIAIRE** par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 8 jours.

Si la vente n'était pas réalisée du fait du **PROMETTANT**, le **BENEFICIAIRE**, après avoir versé au notaire rédacteur l'intégralité du prix et des frais (ou si le prix est payable au moyen de deniers d'emprunt, la somme correspondant à la partie du prix payable de ses deniers personnels et aux frais, après avoir justifié de l'octroi du prêt destiné au paiement du solde du prix), sera en droit de lui faire sommation par exploit d'huissier de se présenter chez le même notaire. Faute par le **PROMETTANT** de déférer à cette sommation, il sera dressé un procès-verbal de défaut destiné à être publié au service de la publicité foncière. La carence du **PROMETTANT** ne saurait entraîner aucun transfert de propriété de la part du **PROMETTANT** sur le bien, ce transfert ne devant résulter que d'un acte authentique de vente constatant le paiement du prix, ou d'un jugement à défaut de cette réalisation par acte authentique.

FORCE EXECUTOIRE DE LA PROMESSE

Il est entendu entre les parties qu'en raison de l'acceptation par le **BENEFICIAIRE** de la promesse faite par le **PROMETTANT**, en tant que simple promesse, il s'est formé entre elles un contrat dans les termes de l'article 1124 du Code civil. En conséquence, et pendant toute la durée du contrat, celui-ci ne pourra être révoqué que par leur consentement mutuel.

Il en résulte notamment que :

- Le **PROMETTANT** a, pour sa part, définitivement consenti à la vente et qu'il est d'ores et déjà débiteur de l'obligation de transférer la propriété au profit du **BENEFICIAIRE** aux conditions des présentes. Le **PROMETTANT** ne peut plus, par suite, pendant toute la durée de la présente promesse, conférer une autre promesse à un tiers ni aucun droit réel ni charge quelconque sur le **BIEN**, consentir aucun bail, location ou prorogation de bail. Il ne pourra non plus apporter aucune modification matérielle, si ce n'est avec le consentement du **BENEFICIAIRE**, ni détérioration au **BIEN**. Il en ira de même si la charge ou la détérioration n'était pas le fait direct du **PROMETTANT**. Le non-respect de cette obligation entraînera l'extinction des présentes si bon semble au **BENEFICIAIRE**.

- Par le présent contrat de promesse, les parties conviennent que la formation du contrat de vente est exclusivement subordonnée au consentement du **BENEFICIAIRE**, indépendamment du comportement du **PROMETTANT**.

- Toute révocation ou rétractation unilatérale de la volonté du **PROMETTANT** sera de plein droit dépourvue de tout effet sur le contrat promis du fait de l'acceptation de la présente promesse en tant que telle par le **BENEFICIAIRE**. En outre, le **PROMETTANT** ne pourra pas se prévaloir des dispositions de l'article 1590 du Code civil en offrant de restituer le double de la somme le cas échéant versée au titre de l'indemnité d'immobilisation.

En cas de refus par le **PROMETTANT** de réaliser la vente par acte authentique, le **BENEFICIAIRE** pourra poursuivre l'exécution forcée de la vente par voie judiciaire.

En tant que de besoin, le **PROMETTANT** se soumet à l'exécution en nature prévue par l'article 1221 du Code civil.

PROPRIETE JOUISSANCE

Le **BENEFICIAIRE** sera propriétaire du **BIEN** objet de la promesse le jour de la constatation de la vente en la forme authentique et il en aura la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, le **BIEN** devant être impérativement, à cette même date, libre de toute location ou occupation ou encombrement quelconque.

Le **PROMETTANT** déclare que le **BIEN** n'a pas, avant ce jour, fait l'objet d'un congé pouvant donner lieu à l'exercice d'un droit de préemption.

PRIX -CONDITIONS FINANCIERES

PRIX

La vente, en cas de réalisation, aura lieu moyennant le prix **SEPT CENT VINGT MILLE EUROS (720 000,00 EUR)**, qui sera payable comptant le jour de la constatation authentique de la réalisation de la promesse.

FRAIS

Les frais, droits et émoluments de la vente seront à la charge du **BENEFICIAIRE**.

NEGOCIATION

Les parties déclarent que les présentes conventions ont été négociées directement entre elles, sans le concours ni la participation d'un intermédiaire.

Si cette affirmation se révélait erronée, les éventuels honoraires de cet intermédiaire seraient à la charge de l'auteur de la déclaration inexacte.

COUT DE L'OPERATION

A titre indicatif, le coût et le financement de l'opération sont les suivants :

Prix	720 000,00 EUR
Frais de la vente	15 000,00 EUR
Frais de négociation	néant
Ensemble SEPT CENT TRENTE-CINQ MILLE EUROS	735 000,00 EUR

Tous les versements doivent être effectués par virement sur le compte de l'Office Notarial (cf. RIB ci-après).

Relevé d'identité Bancaire

Caisse des Dépôts

Trésorerie DE CASTRIES
Rue Sainte Catherine
Ville 34160 CASTRIES

Domiciliation : Caisse des Dépôts et Consignations

Code Banque	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
40031	00001	0000169718A	23

Cadre réservé au destinataire du relevé	Identifiant Norme Internationale Bancaire (IBAN)						
	FR39	4003	1000	0100	0016	9718	A23

SCP GUILHAUME-SCOTT TZELEPOGLOU
CADERAS de KERLEAU
35 Avenue Royale
34 160 CASTRIES

Identifiant International de la Banque (BIC)

CDCGFRPPXXX

INDEMNITE D'IMMOBILISATION - CAUTION

Les parties conviennent de fixer le montant de l'indemnité d'immobilisation à la somme forfaitaire de **TRENTE SIX MILLE EUROS (36 000,00 EUR).**

Le **BENEFICIAIRE** s'engage à remettre au notaire soussigné **dans les 8 jours des présentes, l'original d'un cautionnement bancaire** garantissant le versement d'une indemnité d'immobilisation au **PROMETTANT** d'un montant de **TRENTE SIX MILLE EUROS (36.000 EUR).**

A défaut, la présente promesse de vente sera considérée comme nulle et non avenue, sans indemnité de part ni d'autre et le **BENEFICIAIRE** sera déchu du droit de demander la réalisation des présentes.

Cette indemnité d'immobilisation constitue la contrepartie du droit d'option consenti exclusivement par le **PROMETTANT** au **BENEFICIAIRE** pendant la durée de la promesse.

Il est convenu entre les parties que si le **BENEFICIAIRE** ne lève pas l'option dans le délai prévu, il sera redevable du paiement d'une indemnité forfaitaire d'immobilisation au **PROMETTANT** d'un montant de **TRENTE SIX MILLE EUROS (36.000 EUR)** le tout conformément aux paragraphes ci-dessous précisés.

En aucun cas cette somme ne fera l'objet d'une répartition prorata temporis dans la mesure où son montant n'a pas été fixé en considération de la durée de l'immobilisation. Par conséquent, l'intégralité de cette somme restera acquise au **PROMETTANT** même si le **BENEFICIAIRE** faisait connaître sa décision de ne pas acquérir avant la date d'expiration du délai d'option.

En aucun cas cette somme ne pourra être considérée comme un versement d'arrhes permettant aux parties de se dédire.

Cette indemnité d'immobilisation ne sera pas due si le BENEFICAIRE se prévalait de l'un des cas suivants :

• Pour le cas où il userait de la faculté de rétractation, dans la mesure où il en bénéficie,

•si l'une au moins des conditions suspensives stipulées aux présentes venait à défaillir, **hors la faute du BENEFICIAIRE,** selon les modalités et délais prévus au présent acte ;

•si les biens promis se révélaient faire l'objet de servitudes (quelle qu'en soit leur origine) ou mesures administratives de nature à en déprécier la valeur ou à les rendre impropres à leur usage ;

•si les biens promis se révélaient être grevés de privilèges, hypothèques, antichrèses ou saisies déclarés ou non aux présentes et dont la mainlevée ne pourra être amiablement obtenue lors de la signature de l'acte de vente au moyen des deniers provenant du prix ;

•si les biens vendus venaient à faire l'objet d'une location ou occupation non déclarée aux présentes ;

•si le **PROMETTANT** n'avait pas communiqué son titre de propriété et ne justifiait pas d'une origine de propriété trentenaire et régulière ;

•en cas d'infraction du **PROMETTANT** ou des précédents propriétaires à une obligation administrative ou légale relative aux biens promis ;

•si le **PROMETTANT** venait à manquer de la capacité, des autorisations ou des pouvoirs nécessaires à la vente amiable ;

•et enfin si la non réalisation de la vente promise était imputable au seul **PROMETTANT**.

RESERVES ET CONDITIONS SUSPENSIVES

Les effets des présentes sont soumis à la levée des réserves et à l'accomplissement des conditions suspensives suivantes.

RESERVES

Réserve du droit de préemption

La promesse sera notifiée à tous les titulaires d'un droit de préemption institué en vertu de l'article L211-1 du Code de l'urbanisme ou de tout autre Code.

L'exercice de ce droit par son titulaire obligera le **PROMETTANT** aux mêmes charges et conditions convenues aux présentes.

Par cet exercice les présentes ne produiront pas leurs effets entre les parties et ce même en cas d'annulation de la préemption ou de renonciation ultérieure à l'exercice de ce droit de la part de son bénéficiaire.

CONDITIONS SUSPENSIVES

La promesse est soumise à l'accomplissement de conditions suspensives telles qu'indiquées ci-après.

Conformément aux dispositions de l'article 1304-6 du Code civil, à partir de cet accomplissement les obligations contractées produisent leurs effets.

Toute condition suspensive est réputée accomplie, lorsque sa réalisation est empêchée par la partie qui y avait intérêt et ce aux termes du premier alinéa de l'article 1304-3 du Code civil.

La partie en faveur de laquelle est stipulée exclusivement une condition suspensive est libre d'y renoncer tant que celle-ci n'est pas accomplie ou n'a pas défailli. Dans ce cas, cette renonciation doit intervenir par courrier recommandé adressé au notaire qui la représente dans le délai prévu pour sa réalisation.

En toutes hypothèses, jusqu'à la réitération authentique des présentes, le **PROMETTANT** conserve l'administration, les revenus et la gestion des risques portant sur le **BIEN**.

Conditions suspensives de droit commun

Les présentes sont soumises à l'accomplissement des conditions suspensives de droit commun stipulées en la faveur du **BENEFICIAIRE**, qui sera seul à pouvoir s'en prévaloir.

Les titres de propriété antérieurs, les pièces d'urbanisme ou autres, ne doivent pas révéler de servitudes, de charges, ni de vices non indiqués aux présentes pouvant grever l'immeuble et en diminuer sensiblement la valeur ou le rendre impropre à la destination que le **BENEFICIAIRE** entend donner.

L'état hypothécaire ne doit pas révéler de saisies ou d'inscriptions dont le solde des créances inscrites augmenté du coût des radiations à effectuer serait supérieur au prix disponible.

Conditions suspensives particulières

Origine de propriété

Qu'il soit établi une origine de propriété régulière remontant à un titre translatif d'au moins trente ans.

Etude d'impact

Que le projet envisagé par le **BENEFICIAIRE** ne soit pas soumis à étude d'impact au sens des articles L.122-1 et suivants du Code de l'environnement.

Urbanisme

Que les renseignements d'urbanisme et les pièces produites par les services compétents ne révèlent aucun projet, travaux, vices ou servitudes de nature à déprécier de manière significative la valeur du **BIEN** ou à nuire à l'affectation sus-indiquée à laquelle le **BENEFICIAIRE** le destine, ou encore d'augmenter notablement l'investissement du **BENEFICIAIRE** de façon imprévisible pour lui.

Situation hypothécaire

Que le total des charges hypothécaires et des créances garanties par la loi soit d'un montant inférieur au prix de la vente payable comptant ou que le **PROMETTANT** produise l'accord de ces créanciers permettant d'apurer ce passif amiablement.

Absence de servitudes

Que le bien ne soit pas soumis à une quelconque servitude de droit privé grevant l'immeuble et de nature à empêcher ou rendre plus onéreuse l'opération projetée par le **BENEFICIAIRE**, autres que celles éventuellement mentionnées, aux présentes par le **PROMETTANT**.

Terrain libre de toute occupation

Que les biens présentement vendus soient libre de toutes location ou occupation.

Absence de concertation obligatoire

Que le projet de construction du **BENEFICIAIRE** ne soit pas soumis à une concertation obligatoire en application du Code de l'urbanisme ou du Code de l'environnement.

Absence de prescriptions d'archéologie préventive

Qu'aucune prescription archéologique, fouilles en particulier, ne soit prescrite par à la suite du diagnostic sur l'archéologie préventive qui sera diligenté par le **BENEFICIAIRE** en suite des présentes, à ses frais exclusifs.

Pour l'application de la présente condition, le **BENEFICIAIRE** est autorisé à procéder à toutes études de sol sur le **BIEN** objet des présentes.

En outre, le **BENEFICIAIRE** devra informer le **PROMETTANT** de la nature desdites conclusions au plus tard dans le délai de dix (10) jours calendaires de leur obtention ainsi que de sa volonté ou non de se prévaloir de la non réalisation de cette condition.

A défaut de respecter ces délais, la condition suspensive sera réputée réalisée.

Cette condition suspensive est consentie au seul profit du **BENEFICIAIRE** qui pourra librement y renoncer.

Absence de pollution du sol et/ou du sous-sol

Que la ou les études de sol diligentée(s) par le **BENEFICIAIRE**, à ses frais exclusifs, ne révèlent pas l'existence d'une pollution de quelque nature que ce soit susceptible d'entrainer une obligation de travaux de dépollution qui seraient incompatibles avec l'usage auquel l'acquéreur destine le terrain, soit la construction d'un immeuble à usage d'habitation.

Pour l'application de la présente condition, le **BENEFICIAIRE** est autorisé à procéder à tous sondages et études de sol sur le **BIEN** objet des présentes.

En outre, le **BENEFICIAIRE** devra informer le **PROMETTANT** de la nature desdites conclusions au plus tard dans le délai de DIX (10) jours calendaires de leur obtention ainsi que de sa volonté ou non de se prévaloir de la non réalisation de cette condition.

A défaut de respecter ces délais, la condition suspensive sera réputée réalisée et le **BENEFICIAIRE** sera réputé prendre le sol et le sous-sol en l'état sans recours contre le **PROMETTANT** du fait de l'existence d'une quelconque pollution.

Cette condition suspensive est consentie au seul profit du **BENEFICIAIRE** qui pourra librement y renoncer.

Loi sur l'eau

Qu'aucune prescription découlant de l'application de la Loi sur l'eau (articles L.211-1 à L.217-1 du Code de l'environnement) entraînant pour le **BENEFICIAIRE** un surcoût ou une modification de la consistance, des modalités ou des délais de réalisation du lotissement à créer, ne lui soient imposées.

Projet urbain partenarial (PUP)

La réalisation des présentes est soumise à la condition qu'aucun PUP, projet urbain partenarial régi par les articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du Code de l'urbanisme, ne soit imposé au **BENEFICIAIRE**, pour la réalisation de son projet d'aménagement.

Obtention d'un permis d'aménager

Compte tenu de la destination envisagée du **BIEN** par le **BENEFICIAIRE**, un permis d'aménager exécutoire, purgé de tous recours/retrait, délivré par l'autorité compétente devra être obtenu par lui (conformément aux dispositions des articles L421-19 à R 421-22 du Code de l'urbanisme) **pour la réalisation de 8 parcelles de terrain à bâtir à usage d'habitation avec une emprise au sol de 20 %.**

Le **PROMETTANT** habilite le **BENEFICIAIRE** à effectuer une telle demande et l'autorise à déposer à ses frais la demande de permis d'aménager conformément aux dispositions d'urbanisme applicables.

L'obtention de ce permis devra avoir lieu au plus tard dans un délai de CINQ (5) MOIS à compter des présentes.

Les parties sont informées que le délai de recours contentieux au permis d'aménager à l'égard des tiers est de deux mois à compter du premier jour d'affichage de la décision de lotir sur le terrain.

Il est précisé que le **BENEFICIAIRE** devra, pour se prévaloir de la présente condition suspensive, justifier auprès du **PROMETTANT** du dépôt de la demande d'autorisation d'aménager un lotissement et ce **au plus tard dans les DEUX (2) mois des présentes,** au moyen d'un récépissé délivré par l'autorité compétente.

En toutes hypothèses, le **BENEFICIAIRE** pourra renoncer à se prévaloir de cette condition suspensive.

Dans le cas où le permis d'aménager ne serait pas obtenu dans le délai de CINQ (5) mois des présentes, la date ci-dessus sera prorogée de TROIS (3) mois pour l'obtenir.

Si à la date susvisée prévue pour la levée d'option, soit le délai de HUIT MOIS (8) à compter des présentes :

a) les autorisations administratives en cours d'instruction n'étaient pas obtenues, les parties décident d'ores et déjà de se rencontrer pour étudier la suite à donner aux présentes .

A défaut d'accord entre les parties pour une nouvelle prorogation dans un délai de quinze (15) jours, la partie la plus diligente pourra se prévaloir de la non-réalisation de la condition suspensive relative à l'obtention du permis d'aménager.

b) Les autorisations administratives étaient obtenues mais que les délais de recours des tiers, gracieux, hiérarchique et contentieux, du déféré préfectoral, augmenté du délai de notification prévu à l'article R 600-1 du Code de l'urbanisme ou le délai administratif ne soient pas expirés, la date ci-dessus sera prorogée du délai nécessaire à la purge de l'un ou l'autre de ces recours dans la limite maximum de deux (2) mois.

c) Un recours était introduit contre lesdites autorisations, la date ci-dessus sera prorogée d'une durée maximale de deux (2) mois.

Si à l'issue du délai de DIX mois (10) dans les hypothèses b) et c), le permis d'aménager n'était pas devenu définitif, les parties décident d'ores et déjà de se rencontrer pour étudier la suite à donner aux présentes .

A défaut d'accord entre les parties pour une nouvelle prorogation dans un délai de quinze (15) jours à l'issue du délai de deux (2) mois susvisé, la partie la plus diligente pourra se prévaloir de la non-réalisation de la condition suspensive relative au caractère définitif desdites autorisations d'urbanisme .

En cas de réalisation de l'une ou plusieurs de ces hypothèses, le BENEFICIAIRE pourra lever l'option jusqu'à la date maximale de prorogation prévue.

Compatibilité technique et économique de l'opération

Les parties conviennent que les résultats des études de sol, de sous-sol, des prélèvements et de toutes analyses, réalisés par le **BENEFICIAIRE** à ses frais et sous sa responsabilité, ne devront pas remettre en cause la réalisation technique et/ou économique des opérations de construction ou d'aménagement envisagées sur le **BIEN** par le **BENEFICIAIRE**.

Dans le cas contraire, et sauf à ce que le **BENEFICIAIRE** renonce à se prévaloir de cette condition suspensive, les présentes seront considérées comme caduques.

Il est ici précisé que le **PROMETTANT** autorise le **BENEFICIAIRE** à effectuer toutes les démarches susvisées.

Etant observé qu'en cas de non-réalisation des présentes pour quelque cause que ce soit, le **BENEFICIAIRE** devra supprimer à ses frais et sans délai toutes les traces d'études de sol effectuées

Obtention d'un certificat d'urbanisme informatif

Un certificat d'urbanisme informatif, ne révélant aucune contrainte ou servitude susceptible de déprécier la valeur de l'immeuble, devra être obtenu au plus tard le jour de la réitération authentique de la vente (article L410-1 du Code de l'urbanisme).

À défaut de l'obtention de ce certificat, le **BENEFICIAIRE** pourra se prévaloir d'une note de renseignement d'urbanisme délivrée par la commune.

En l'absence de tels documents, les présentes seront considérées comme caduques, sauf à ce que le **BENEFICIAIRE** renonce à se prévaloir de cette condition suspensive.

Absence de condition suspensive d'obtention de prêt

Le **BENEFICIAIRE** déclare ne recourir à aucun prêt pour le financement de l'acquisition.

CONDITIONS PARTICULIERES

Le **PROMETTANT** autorise dès à présent **le BENEFICIAIRE** :

1- à effectuer à ses lieux et places toutes démarches nécessaires auprès des diverses administrations concernées, en vue de vérifier la constructibilité du bien immobilier vendu et en vue d'obtenir sur ledit bien tous permis d'aménager ou de construire et tous permis modificatifs éventuels et ce aux frais exclusifs du **BENEFICIAIRE.**

2 - à signer à ses lieux et places tout document d'arpentage et toute déclaration d'intention d'aliéner, conformes à la mise en œuvre du présent contrat.

3 - à effectuer, tous sondages, analyses prélèvements et études de sol sur le bien immobilier vendu permettant de vérifier la nature du sous-sol, à charge pour lui de remettre les lieux en état, et ce aux frais exclusifs du **BENEFICIAIRE.**

4 - à mettre en place sur le bien immobilier vendu, aux meilleurs emplacements désignés par **le BENEFICIAIRE**, des panneaux destinés à assurer la pré-commercialisation du lotissement.

5 - à faire procéder aux fouilles archéologiques nécessaires avant l'obtention des autorisations de construire, sous réserve de la remise en état du bien immobilier susvisé et ce aux frais exclusifs du **BENEFICIAIRE.**

En cas de cultures, les fouilles seront réalisées après enlèvement de la récolte.

En outre, **le PROMETTANT** autorise l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives à procéder si nécessaire aux fouilles prescrites par le Préfet de Région.

6 - à toutes fins utiles, à faire procéder au débroussaillement du bien immobilier vendu.

En outre, **le PROMETTANT** donne tous pouvoirs au BENEFICIAIRE pour signer tout procès-verbal de bornage permettant de fixer les limites du bien présentement vendu.

CONDITIONS ET DECLARATIONS GENERALES

GARANTIE CONTRE LE RISQUE D'EVICTION

Le **PROMETTANT** garantira le **BENEFICIAIRE** contre le risque d'éviction conformément aux dispositions de l'article 1626 du Code civil.

A ce sujet le **PROMETTANT** déclare :

- qu'il n'existe à ce jour aucune action ou litige en cours pouvant porter atteinte au droit de propriété,
- que la consistance du **BIEN** n'a pas été modifiée de son fait par une annexion,
- qu'il n'a pas effectué de travaux de remblaiement, et qu'à sa connaissance il n'en a jamais été effectué,
- qu'il n'a conféré à personne d'autre que le **BENEFICIAIRE** un droit quelconque sur le **BIEN** pouvant empêcher la vente,
- subroger le **BENEFICIAIRE** dans tous ses droits et actions relatifs au **BIEN**.

GARANTIE HYPOTHECAIRE

Le **PROMETTANT** s'obligera, s'il existe un ou plusieurs créanciers hypothécaires inscrits, à régler l'intégralité des sommes pouvant leur être encore dues, à rapporter à ses frais les certificats de radiation des inscriptions.

SERVITUDES

Le **BENEFICIAIRE** profitera ou supportera les servitudes ou les droits de jouissance spéciale, s'il en existe.

Le PROMETTANT déclare :

- ne pas avoir créé ou laissé créer de servitude ou de droit de jouissance spéciale qui ne seraient pas relatés aux présentes,
- qu'à sa connaissance, il n'existe pas d'autres servitudes ou droits de jouissance spéciale que celles ou ceux résultant, le cas échéant, de l'acte, de la situation naturelle et environnementale des lieux et de l'urbanisme, à l'exception de ce qui est indiqué ci-après :

  Le PROMETTANT déclare qu'il existe un fossé permettant l'écoulement des eaux pluviales en limite nord de la parcelle ZB N° 355, longeant la parcelle n° 150 et débouchant sur un pluvial qui passe en sous sol des parcelles N°425 et 405.

ETAT DU BIEN

Le **BENEFICIAIRE** prendra le **BIEN** dans l'état où il se trouve à ce jour, tel qu'il l'a vu et visité, le **PROMETTANT** s'interdisant formellement d'y apporter des modifications matérielles ou juridiques.

Il déclare que la désignation du **BIEN** figurant aux présentes correspond à ce qu'il a pu constater lors de ses visites.

Il n'aura aucun recours contre le **PROMETTANT** pour quelque cause que ce soit notamment en raison :

- des vices apparents,
- des vices cachés.

S'agissant des vices cachés, il est précisé que cette exonération de garantie ne s'applique pas :

- si le **PROMETTANT** a la qualité de professionnel de l'immobilier ou de la construction, sauf si le **BENEFICIAIRE** a également cette qualité,
- ou s'il est prouvé par le **BENEFICIAIRE**, dans les délais légaux, que les vices cachés étaient en réalité connus du **PROMETTANT**.

Le **PROMETTANT** supportera le coût de l'élimination des déchets, qu'ils soient les siens ou ceux de producteurs ou de détenteurs maintenant inconnus ou disparus, pouvant se trouver sur le **BIEN**.

Le propriétaire simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de cette obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par un tiers par complaisance ou négligence.

Le Code de l'environnement, en son article L 541-1-1, définit le déchet comme étant toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention de se défaire.

CONTENANCE DU TERRAIN

Le **PROMETTANT** ne confère aucune garantie de contenance du terrain.

IMPOTS ET TAXES

Le **PROMETTANT** déclare être à jour des mises en recouvrement de la taxe foncière.

Le **BENEFICIAIRE** sera redevable à compter du jour de la signature de l'acte authentique des impôts et contributions.

La taxe foncière, sera répartie entre le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de l'année de la réitération authentique des présentes.

Impôts locaux

Le **PROMETTANT** déclare être à jour des mises en recouvrement de la taxe foncière.

Le **BENEFICIAIRE** sera redevable à compter du jour de la signature de l'acte authentique des impôts et contributions.

La taxe foncière, sera répartie entre le **PROMETTANT** et le **BENEFICIAIRE** en fonction du temps pendant lequel chacun aura été propriétaire au cours de l'année de la constatation de la réalisation des présentes.

Le **BENEFICIAIRE** règlera directement au **PROMETTANT**, le jour de la signature de l'acte authentique de vente, le prorata de taxe foncière déterminé par convention entre les parties sur le montant de la dernière imposition.

Ce règlement sera définitif entre les parties, éteignant toute créance ou dette l'une vis-à-vis de l'autre à ce sujet, quelle que soit la modification éventuelle de la taxe foncière pour l'année en cours.

Avantage fiscal lié à un engagement de location

Le **PROMETTANT** déclare ne pas souscrire actuellement à l'un des régimes fiscaux lui permettant de bénéficier de la déduction des amortissements en échange de l'obligation de louer à certaines conditions.

CONTRAT D'AFFICHAGE

Le **PROMETTANT** déclare qu'il n'a pas été conclu de contrat d'affichage.

CHARGES ET CONDITIONS RESULTANT DE L'APPLICATION DE REGLEMENTATIONS PARTICULIERES

DIAGNOSTICS

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

Etat des risques et pollutions

Un état des risques et pollutions est annexé.

Absence de sinistres avec indemnisation

Le **PROMETTANT** déclare qu'à sa connaissance l'immeuble n'a pas subi de sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L 125-2 ou de l'article L 128-2 du Code des assurances.

Aléa – Retrait gonflement des argiles

L'immeuble est concerné par la cartographie des zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols établie par les ministres chargés de la construction et de la prévention des risques naturels majeurs.

La carte d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel identifie quatre catégories de zones :

- Les zones d'exposition forte, qui correspondent à des formations essentiellement argileuses, épaisses et continues, où les minéraux argileux gonflants sont largement majoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau très sensible au phénomène.
- Les zones d'exposition moyenne, qui correspondent à des formations argileuses minces ou discontinues, présentant un terme argileux non prédominant, où les minéraux argileux gonflants sont en proportion équilibrée et dont le comportement géotechnique indique un matériau moyennement sensible au phénomène.
- Les zones d'exposition faible, qui correspondent à des formations non argileuses mais contenant localement des passées ou des poches argileuses, où les minéraux argileux gonflants sont minoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau peu ou pas sensible au phénomène, selon l'endroit où on le mesure.
- Les territoires qui ne sont pas classés dans l'une des trois zones précédentes sont des zones d'exposition résiduelle, où la présence de terrain argileux n'est, en l'état des connaissances, pas identifiée.

En l'espèce l'immeuble se trouve dans une zone d'ALEA MOYEN.

Une copie de la cartographie figure dans le descriptif-Géorisques dont il est ci-après parlé.

Etude géotechnique

Le terrain se trouvant dans une zone exposée au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols, et dans

un secteur où les règles d'urbanisme applicables permettent la réalisation de maisons individuelles, une étude géotechnique est prescrite par les dispositions de l'article L 112-21 du Code de la construction et de l'habitation.

En l'espèce, l'étude géotechnique a été effectuée par ARGEO 161 rue du Levant 30420 CALVISSON en novembre 2020 et est annexée.

La durée de validité de l'étude géotechnique préalable est de trente ans si aucun remaniement du sol n'a été effectué.

Cette étude devra être annexée aux mutations successives du terrain.

SITUATION ENVIRONNEMENTALE

CONSULTATION DE BASES DE DONNEES ENVIRONNEMENTALES

Les bases de données suivantes ont été consultées :

- La base de données relative aux anciens sites industriels et activités de services (BASIAS).
- La base de données relative aux sites et sols pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif (BASOL).
- La base de données relative aux risques naturels et technologiques (GEORISQUES).
- La base des installations classées soumises à autorisation ou à enregistrement du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer.

Une copie de ces consultations est annexée.

FISCALITE

REGIME FISCAL DE LA VENTE

Le **PROMETTANT** n'est pas une personne assujettie au sens de l'article 256 du Code général des impôts.

Le **BENEFICIAIRE** demande à bénéficier du régime spécial des achats effectués en vue de la revente en application des articles 1115 et 1020 du Code général des impôts.

Il déclare à cet effet :

- Etre une personne assujettie au sens de l'article 256-A du Code général des impôts.

- Qu'il s'engage à revendre le bien acquis dans le délai maximum de cinq ans de ce jour. Etant observé que ce délai est ramené à deux ans pour les reventes consistant en des ventes par lots déclenchant l'un des droits de préemption des locataires (article 10 de la loi numéro 75-1351 du 31 décembre 1975 ou article 15 de la loi numéro 89-462 du 6 juillet 1989).

- Qu'en sa qualité d'assujetti habituel, il effectue le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée sur imprimés CA3. Cette taxe est acquittée auprès du service des impôts des entreprises de MONTPELLIER SUD-EST 156 rue Alfred Nobel CS 20596 34962 MONTPELLIER, où le redevable est identifié sous le numéro 351338660.

- Que son numéro SIREN est le 351338660.

- Qu'à défaut de revendre dans le délai sus-indiqué, il entend être soumis au tarif de droit commun, sauf obtention d'une prorogation annuelle renouvelable telle que définie par l'article 1594-0 G A IV bis du Code général des impôts. Etant observé que cette prorogation doit être formulée dans le mois qui suit le délai précédemment imparti et être adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, elle doit être motivée et préciser la consistance des immeubles sur lesquels porte la prorogation demandée ainsi que le montant des droits dont l'exonération est subordonnée à leur revente.

Etant précisé que le **BENEFICIAIRE** d'un bien qui a pris l'engagement de revendre peut y substituer, avant son échéance, un engagement de construire tel que prévu au II du A de l'article 1594-0 G du Code général des impôts. Cet engagement prend effet à compter de la date à laquelle il est souscrit auprès de l'administration et vaut accomplissement de l'engagement de revendre. La substitution doit faire l'objet d'une demande auprès du service des impôts effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception d'une déclaration faisant référence à la date de l'engagement de revendre auquel se substitue le nouvel engagement. La déclaration précise l'objet et la consistance des travaux prévus par cet engagement ainsi que le montant des droits dont l'exonération est subordonnée à leur exécution.

TAXE SUR LA CESSION DE TERRAIN DEVENU CONSTRUCTIBLE

Monsieur Samuel FABRE, Monsieur Pierre-Marie FABRE

Taxe prévue par l'article 1529 du Code général des impôts

TAXE SUR LA CESSION DE TERRAIN DEVENU CONSTRUCTIBLE - DISPENSE

La commune n'a pas instauré la taxe sur la première cession d'un terrain devenu constructible telle que prévue par les dispositions de l'article 1529 du Code général des impôts.

Taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts

Le terrain ayant fait l'objet d'un classement en zone constructible antérieur au 14 janvier 2010, la taxe prévue par l'article 1605 nonies du Code général des impôts n'est pas exigible.

Est demeurée annexée aux présentes, une attestation délivrée par la mairie d MONTAUD .

PLUS-VALUES

Monsieur Samuel FABRE

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **PROMETTANT** :

Donation partage par Monsieur Daniel FABRE suivant acte reçu par Maître PALUAN, notaire à GANGES le 31 décembre 2010 pour une valeur de trois cent quatorze mille euros (314 000,00 eur).

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2, le 11 février 2011 volume 2011P, numéro 1907.

Donation partage par Monsieur Daniel FABRE suivant acte reçu par Maître GUILHAUME-SCOTT, notaire à CASTRIES le 23 décembre 2013 pour une valeur de deux cent quatre-vingt-trois mille euros (283 000,00 eur).

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2, le 24 avril 2014 volume 2014P, numéro 4405.

Le précédent propriétaire était Monsieur Daniel FABRE, domicilié à MAUGUIO 16 rue Roland d'Orgeles.

La vente, si elle se réalise, génèrera un impôt sur la plus-value qui sera prélevé sur le disponible du prix lors de la publication de celle-ci au service de la publicité foncière, montant porté à la connaissance du **VENDEUR** qui le reconnaît.

Monsieur Pierre-Marie FABRE

L'immeuble est entré dans le patrimoine du **PROMETTANT** :

Donation partage par Monsieur Daniel FABRE suivant acte reçu par Maître PALUAN, notaire à GANGES le 31 décembre 2010 pour une valeur de trois cent quatorze mille euros (314 000,00 eur).

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2, le 11 février 2011 volume 2011P, numéro 1907.

Donation partage par Monsieur Daniel FABRE suivant acte reçu par Maître GUILHAUME-SCOTT, notaire à CASTRIES le 23 décembre 2013 pour une valeur de deux cent quatre-vingt-trois mille euros (283 000,00 eur).

Cet acte a été publié au service de la publicité foncière de MONTPELLIER 2, le 24 avril 2014 volume 2014P, numéro 4405.

Le précédent propriétaire était Monsieur Daniel FABRE, domicilié à MAUGUIO 16 rue Roland d'Orgeles.

La vente, si elle se réalise, génèrera un impôt sur la plus-value qui sera prélevé sur le disponible du prix lors de la publication de celle-ci au service de la publicité foncière, montant porté à la connaissance du **VENDEUR** qui le reconnaît.

DOMICILE FISCAL

Pour le contrôle de l'impôt, le **PROMETTANT** déclare être effectivement domicilié à l'adresse susvisée, et s'engage à signaler au centre tout changement d'adresse.

Quant au centre des finances publiques du **PROMETTANT** :

Monsieur Samuel FABRE dépend actuellement du centre des finances publiques de SIP LUNEL avenue des Abrivados.

Monsieur Pierre-Marie FABRE dépend actuellement du centre des finances publiques de SIP Montpellier 34000 40 rue de Louvois La Paillade 34181 Montpellier Cedex 4.

OBLIGATION DECLARATIVE

Le montant net imposable de la plus-value immobilière visée aux articles 150 U à 150 UD du Code général des impôts doit être porté dans la déclaration de revenus numéro 2042.

Tout manquement à cette obligation déclarative donne lieu à l'application d'une amende égale à 5 % des sommes non déclarées, sans que l'amende encourue puisse être inférieure à 150 euros ni supérieure à 1.500 euros.

FACULTE DE SUBSTITUTION

La réalisation de la présente promesse de vente pourra avoir lieu au profit du BENEFICIAIRE ou au profit de toute autre personne physique ou morale qu'il substituera dans ses droits dans la présente promesse, mais dans ce cas le BENEFICIAIRE originaire restera tenu solidairement avec le bénéficiaire substitué au paiement du prix, des frais et à l'exécution des conditions et charges.

Si l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation est applicable aux présentes, le bénéficiaire substitué aura un droit de rétractation en application dudit article. L'exercice par le bénéficiaire substitué de ce droit n'impliquera pas rétractation du BENEFICIAIRE originaire, seule la substitution étant dans ce cas caduque et non avenue. Afin de permettre au bénéficiaire substitué d'exercer éventuellement son droit de rétractation avant la date d'expiration de la présente promesse de vente, le BENEFICIAIRE reconnaît que la présente faculté de substitution devra être exercée, à peine d'irrecevabilité, au plus tard quinze jours avant ladite date d'expiration.

Si le BENEFICIAIRE substituant ne peut pas se prévaloir des dispositions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation, la substitution ne pourra être possible qu'au profit d'un BENEFICIAIRE ne pouvant pas lui aussi se prévaloir desdites dispositions.

Toute substitution ne pourra porter que sur la totalité du BIEN faisant l'objet de la promesse de vente et leur toute propriété.

Le PROMETTANT devra être averti de cette substitution.

Le BENEFICIAIRE d'origine fera son affaire personnelle, avec son substitué, du remboursement des sommes par lui versées en exécution des présentes ; il ne pourra réclamer aucune restitution au PROMETTANT en conséquence de la substitution.

Aux présentes, le terme BENEFICIAIRE s'applique au BENEFICIAIRE d'origine comme au bénéficiaire substitué.

Aucune substitution ne pourra avoir lieu au profit d'une personne qui désirerait modifier la destination prévue par le BENEFICAIRE du BIEN.

Enfin, elle devra comporter de la part du bénéficiaire substitué la reconnaissance que substitution n'est pas novation et que la relation contractuelle entre PROMETTANT et BENEFICIAIRE concernant la condition suspensive légale de l'article L 312-16 du Code de la consommation n'est modifiable qu'avec l'agrément du PROMETTANT.

La faculté de substitution ci-dessus n'est possible qu'à titre gratuit.

DISPOSITION TRANSITOIRES

SINISTRE PENDANT LA DUREE DE VALIDITE DES PRESENTES

En cas de sinistre de nature soit à rendre le **BIEN** inutilisable soit à porter atteinte de manière significative à leur valeur, le **BENEFICIAIRE** aurait la faculté :

- soit de renoncer purement et simplement à la vente et de se voir immédiatement remboursé de toutes sommes avancées par lui le cas échéant ;
- soit de maintenir l'acquisition du **BIEN** alors sinistré totalement ou partiellement et de se voir attribuer les indemnités susceptibles d'être versées par la ou les compagnies d'assurances concernées, sans limitation de ces indemnités fussent-elles supérieures au prix convenu aux présentes. Le **PROMETTANT** entend que dans cette hypothèse le **BENEFICIAIRE** soit purement subrogé dans tous ses droits à l'égard desdites compagnies d'assurances.

PRISE EN COMPTE D'UN EVENEMENT SANITAIRE

Les parties attestent être instruites de l'impact d'une crise sanitaire à l'image de celle de la Covid-19 en ce qui concerne les effets potentiels sur les délais d'exécution d'un contrat.

Si une telle crise venait à se reproduire pendant le délai de réalisation des présentes, et que des dispositions d'origine légale ou réglementaire prises en conséquence reportaient les délais d'instruction de certains documents nécessaires à la perfection des présentes, ce délai de réalisation serait automatiquement prorogé d'un temps égal, aucun acte instrumentaire de prorogation n'étant alors nécessaire entre les parties.

REPRISE D'ENGAGEMENT PAR LES AYANTS DROIT DU PROMETTANT

Au cas de décès du **PROMETTANT** s'il s'agit d'une personne physique, ou de dissolution volontaire dudit **PROMETTANT** s'il s'agit d'une personne morale, avant la constatation authentique de la réalisation des présentes, ses ayants droit, fussent-ils protégés, seront tenus à la réalisation des présentes dans les mêmes conditions que leur auteur.

Le **BENEFICIAIRE** pourra demander, dans le délai de quinze jours du moment où il a eu connaissance du décès ou de la dissolution, à être dégagé des présentes en raison du risque d'allongement du délai de leur réalisation par suite de la survenance de cet événement.

En cas de pluralité de promettants personnes physiques, cette clause s'appliquera indifféremment en cas de décès d'un seul ou de tous les promettants.

RESILIATION D'ENGAGEMENT PAR LES AYANTS DROIT DU BENEFICIAIRE

Au cas de décès du **BENEFICIAIRE** s'il s'agit d'une personne physique, ou de dissolution judiciaire du **BENEFICIAIRE** s'il s'agit d'une personne morale**,** avant la constatation authentique de la réalisation des présentes, celles-ci seront caduques.

Pour ce qui concerne l'indemnité d'immobilisation si elle existe, il y a lieu de distinguer :

- le principe : l'indemnité d'immobilisation ne sera pas due et celle versée devra être restituée,
- l'exception : si le décès ou la dissolution judiciaire survient après la réalisation des conditions suspensives, l'indemnité versée restera acquise au **PROMETTANT**, la partie le cas échéant non encore versée ne sera pas due par les ayants droit sauf si ce non versement résulte d'un retard de paiement.

En cas de pluralité de bénéficiaires personnes physiques, cette clause s'appliquera indifféremment en cas de décès d'un seul ou de tous les bénéficiaires.

PROVISION SUR LES FRAIS DE LA VENTE

A titre de provision sur frais, le **BENEFICIAIRE** verse au compte de l'office notarial dénommé en tête des présentes, la somme de **QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (450,00 EUR)**.

Cette somme, correspondant savoir :

- aux honoraires de rédaction des présentes d'un montant toutes taxes comprises de **CENT QUATRE-VINGTS EUROS (180,00 EUR), soit un montant hors taxes de CENT CINQUANTE EUROS (150,00 EUR)** ;

- aux droits d'enregistrement sur état de **CENT VINGT-CINQ EUROS (125,00 EUR)** ;

- et le solde, soit la somme de **CENT QUARANTE-CINQ EUROS (145,00 EUR)** à la provision sur les frais notariés.

Il autorise d'ores et déjà l'office notarial à effectuer sur ladite somme tout prélèvement rendu nécessaire tant pour la publicité foncière si elle est requise que pour les frais de recherche, correspondance, demande de pièces, documents divers, frais fiscaux et accomplissement de toute formalité en vue de l'établissement de l'acte authentique, dans les conditions et délais prévus aux présentes.

Cette somme viendra en compte sur les frais lors de la réalisation de l'acte authentique.

Toutefois, en cas de non-réitération par acte authentique du présent avant-contrat par défaillance du **BENEFICIAIRE**, sauf s'il s'agit de l'exercice de son droit de rétractation s'il existe ou de la non-réalisation de la condition suspensive d'obtention d'un prêt, cette somme demeurera intégralement et forfaitairement acquise au notaire rédacteur au titre de l'application des dispositions du troisième alinéa de l'article L 444-1 du Code de commerce.

PRECISION RELATIVE A LA PROVISION SUR FRAIS DE LA VENTE

Il est ici précisé que **l'ENSEMBLE DES FORMALITES PREALABLES** sera demandé à compter de l'encaissement de la somme de **QUATRE CENT CINQUANTE EUROS (450,00 EUR)**

Le défaut ou le retard du versement de cette somme entraînera un retard dans la constitution du dossier.

Paiement sur état - publicité foncière - information

L'acte est soumis au droit d'enregistrement sur état de CENT VINGT-CINQ EUROS (125,00 EUR).

Le BENEFICIAIRE dispense le notaire soussigné de faire publier l'acte au service de la publicité foncière, se contentant de requérir ultérieurement à cette publication, s'il le juge utile, à ses frais. Il déclare avoir été informé par le notaire soussigné que la publication d'une promesse de vente au service de la publicité foncière a pour effet de la rendre opposable aux tiers que s'il s'agit d'une promesse de vente synallagmatique, la publication d'une promesse unilatérale n'a que pour effet d'informer les tiers de l'existence de la promesse sans pour autant rendre l'acte opposable. En conséquence, seule la publication d'une promesse synallagmatique s'oppose à la régularisation de la vente au profit d'un autre acquéreur.

Il est précisé que les présentes n'opèrent pas de transfert de propriété au sens de l'article 28 du décret numéro 55-22 du 4 janvier 1955, leur publication n'est donc pas obligatoire.
En outre, les parties entendent utiliser la possibilité qui est réservée par l'alinéa deux de l'article 1196 du Code civil pour différer le transfert de propriété à la date de la signature de l'acte authentique de vente.

POUVOIRS

Les parties confèrent à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, ainsi qu'à ceux le cas échéant du notaire en participation ou en concours, avec faculté d'agir ensemble ou séparément, tous pouvoirs nécessaires à l'effet :

- de signer toutes demandes de pièces, demandes de renseignements, et lettres de purge de droit de préemption préalables à la vente ;
- de dresser et signer tous actes qui se révéleraient nécessaires en vue de l'accomplissement des formalités de publicité foncière des présentes dans l'éventualité où l'une des parties demanderait la publication du présent acte au service de la publicité foncière, d'effectuer toutes précisions pour mettre les présentes en conformité avec la réglementation sur la publicité foncière.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure ou siège social respectif.

En outre, et à défaut d'accord amiable entre les parties, toutes les contestations qui pourront résulter des présentes seront soumises au tribunal judiciaire de la situation du **BIEN**.

COMMUNICATION DES PIECES ET DOCUMENTS

Le **BENEFICIAIRE** pourra prendre connaissance de toutes les pièces et documents ci-dessus mentionnés directement en l'office notarial dénommé en tête des présentes, sans que ce dernier ait l'obligation de les lui adresser à mesure de leur réception, sauf avis contraire écrit de sa part ou nécessité de l'informer de sujétions particulières révélées par ces pièces et documents.

FACULTE DE RETRACTATION

ABSENCE DE FACULTE DE RETRACTATION

Les conditions de l'article L 271-1 du Code de la construction et de l'habitation ne sont pas applicables.

En conséquence, le **BENEFICIAIRE** ne bénéficie pas de la faculté de rétractation.

AFFIRMATION DE SINCERITE

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix ; elles reconnaissent avoir été informées par le rédacteur des présentes des sanctions fiscales et des peines correctionnelles encourues en cas d'inexactitude de cette affirmation ainsi que des conséquences civiles édictées par l'article 1202 du Code civil.

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les dispositions de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

En application de l'article 1112-1 du Code civil qui impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix, le **PROMETTANT** déclare avoir porté à la connaissance du **BENEFICIAIRE** l'ensemble des informations dont il dispose ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante de son consentement.

Le **PROMETTANT** reconnaît être informé qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de sa responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat s'il a vicié le consentement du **BENEFICIAIRE**.

Pareillement, le **BENEFICIAIRE** déclare avoir rempli les mêmes engagements, tout manquement pouvant être sanctionné comme indiqué ci-dessus.

Le devoir d'information est donc réciproque.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 1602 du Code civil, le **PROMETTANT** est tenu d'expliquer clairement ce à quoi il s'oblige, tout pacte obscur ou ambigu s'interprétant contre lui.

MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Pour la réalisation de la finalité précitée, les données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,
- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux

mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,

- les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016, les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Délégué à la protection des données désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

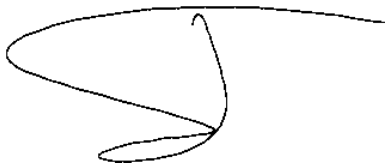
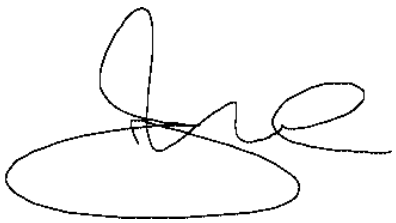
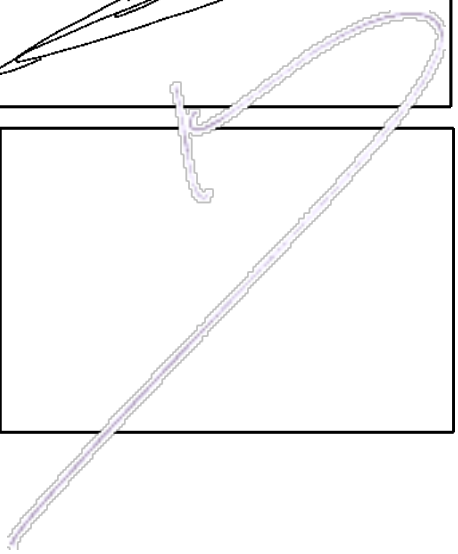
Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature sur tablette numérique.

Puis le notaire qui a recueilli l'image de leur signature manuscrite a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique sécurisé.

M. FABRE Samuel a signé à CASTRIES le 28 janvier 2021	
M. FABRE Pierre-Marie a signé à CASTRIES le 28 janvier 2021	
M. PORTALES Eric agissant en qualité de représentant a signé à CASTRIES le 28 janvier 2021	
et le notaire Me GUILHAUME-SCOTT MIREILLE a signé à L'OFFICE L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN LE VINGT HUIT JANVIER	

HECTARE
URBANISME DURABLE

DECISION DU PRESIDENT

Le 24 novembre 2020

A 10 H

En application de l'article L.227-6, alinéa 2 du Code du Commerce, il a été pris par Monsieur Guilhem PORTALES, en sa qualité de Président de la SAS HECTARE, la décision suivante :

" Monsieur Eric PORTALES, agissant en qualité de Responsable Développement, a tous pouvoirs pour signer pour et au nom de la SAS HECTARE, les promesses de vente, les compromis de vente, les conventions de zone d'aménagement concertée, les conventions de PUP et leurs avenants, ainsi que les actes d'échange, d'achat et de vente et les dépôts de pièces y afférents, ainsi que toutes constitutions de servitudes relatives à tous biens immobiliers situés dans les départements de l'Hérault et du Gard, et à l'effet pour ces opérations, souscrire aux emprunts et conférer toutes garanties, le tout dans les conditions conformes à l'intérêt de la société.

Effectuer toutes démarches afin de représenter la SAS HECTARE et son président en vertu du présent mandat valable jusqu'au 31 Décembre 2021".

Fait à VENDARGUES

Le Président de la SAS HECTARE

HECTARE HÉRAULT
75, Z.I Les Portes Domitiennes - RN 113 - CS 30020 - **34741 VENDARGUES Cedex**
Téléphone : 04 67 79 84 83 - Fax : 04 67 79 84 91 - Mail : montpellier@hectare.fr

Siret : 351 338 660 00027 • APE 4299 Z • TVA intracommunautaire FR 24 351 338 660
S.A.S HECTARE au Capital de 35 000 000 €.

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 1

Consultation des annonces commerciales

Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches.**

Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc C. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés

RCS ou RM

Dénomination FABRE Samuel

Catégorie d'annonce

Catégorie d'annonce Toutes les catégories

Type d'annonce Tous les types

Date de publication au Bodacc

Après le Avant le

Référence de publication

Édition du bulletin Toutes les éditions

N° du bulletin N° de l'annonce

Département de dépôt de la formalité

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire **Lancer la recherche**

Nombre d'annonces trouvées : 0

Aucune annonce ne correspond à votre recherche.

Les derniers bulletins publiés

Bodacc A
15 novembre 2020

Bodacc B
15 novembre 2020

Bodacc C
15 novembre 2020

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 1

Consultation des annonces commerciales

Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches.**

Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc C. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés
RCS ou RM
Dénomination FABRE Pierre-Marie

Catégorie d'annonce

Catégorie d'annonce Toutes les catégories
Type d'annonce Tous les types

Date de publication au Bodacc

Après le Avant le

Référence de publication

Édition du bulletin Toutes les éditions
N° du bulletin N° de l'annonce

Département de dépôt de la formalité

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire **Lancer la recherche**

Nombre d'annonces trouvées : 2 Pages 1

Date de publication	Annonces publiées au Bodacc
09/07/2019	Nom, prénom : FABRE, Jean Pierre Marie n°RCS : 382 842 557 RCS Carcassonne Catégorie d'annonce : Modifications Département : 11 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE CARCASSONNE Références de publication : BODACC B n°20190130 du 09/07/2019, annonce n°221 > Voir l'annonce n°221 du Bodacc B n°20190130
05/08/2010	Nom, prénom : FABRE, pierre, marie n°RCS : 440 857 886 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Radiations Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC B n°20100150 du 05/08/2010, annonce n°1224 > Voir l'annonce n°1224 du Bodacc B n°20100150

Pages 1

Les derniers bulletins publiés

Bodacc A
15 novembre 2020

Bodacc B
15 novembre 2020

Bodacc C
15 novembre 2020

1220 - • 455 800 102 RCS Montpellier. **ARNAL-BAZILLE SA.** *Forme :* Société anonyme. *Administration :* Président du Conseil d'Administration : ARNAL Nicolas, Jean-Claude, Noël Directeur général délégué : ARNAL Marianne, Nadia, Stéphanie né(e) HAMADET Administrateur : ARNAL Yves, Cyprien, Gabriel Administrateur : ARNAL Marianne né(e) HAMADET Commissaire aux comptes titulaire : DELRIEU Jean-Marie Commissaire aux comptes suppléant : MBA AUDIT (SARL) . *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration.

1221 - • 513 468 330 RCS Montpellier. **WE ARE CLOUD.** *Forme :* Société par actions simplifiée. *Administration :* Président : DELACOUR Rachel, Josiane, Raymonde . *Adresse du siège social :* 1919 route de Mende CNRS 34293 Montpellier. *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration et transfert du siège social.

Radiations

1222 - • 404 279 598 RCS Montpellier. **ROUX** (Laurent). *Adresse :* Corniche de Neubourg les Nautiques du Cap Saint-Clair 34200 Sète. *Date de cessation d'activité :* 21 juin 2010.

1223 - • 512 117 706 RCS Montpellier. **GRAYSON** (joan). *Nom d'usage :* MERCER. *Adresse :* 1 avenue paul vigne d'octon 34800 Nébian. *Date de cessation d'activité :* 1er juillet 2010.

1224 - • 440 857 886 RCS Montpellier. **FABRE** (pierre, marie). *Adresse :* 2B rue des Balances 34740 Vendargues. *Date de cessation d'activité :* 1er juillet 2010.

1225 - • 493 371 850 RCS Montpellier. **NAVARRO** (william). *Adresse :* 11 rue sainte catherine 34160 Castries. *Date de cessation d'activité :* 20 juin 2010.

1226 - • 323 619 999 RCS Montpellier. **IGLESIAS** (Maria-Angeles). *Adresse :* S D.F. Mairie de Rattachement 34000 Montpellier. *Date de cessation d'activité :* 11 février 1994.

1227 - • 490 964 970 RCS Montpellier. **MAUMY** (Maryse, Geneviève). *Nom d'usage :* SAUVETERRE. *Adresse :* 6 Zone d'Activités Commerciales le Versant 34670 Saint-Brès. *Date de cessation d'activité :* 30 juin 2010.

1228 - • 411 891 450 RCS Montpellier. **LEVADE** (Frédéric, Yvon). *Adresse :* 2 avenue les Hameaux du Golf, Domaine de Fontcaude 34990 Juvignac. *Date de cessation d'activité :* 1er juillet 2010.

1229 - • 500 606 355 RCS Montpellier. **GUERDNER** (Sébastien). *Adresse :* Marchand Ambulant Domicilié au 1 rue Marcelin Albert 34725 Saint-André-de-Sangonis. *Date de cessation d'activité :* 30 avril 2010.

1230 - • 471 700 880 RCS Montpellier. **PUIG** (Jean). *Adresse :* 23 rue Saint-Guilhem Anglé rue J. Cambon 34000 Montpellier. *Date de cessation d'activité :* 16 juin 2010.

1231 - • 469 701 759 RCS Montpellier. **HONORE** (Claude, Aimé). *Adresse :* les Trouyaux Zone Industrielle 34560 Poussan. *Date de cessation d'activité :* 30 juin 2010.

1232 - • 508 748 050 RCS Montpellier. **AICHOUCHE** (Samira). *Nom d'usage :* VITRET. *Adresse :* 118 boulevard d'estienne d'orves 34130 Mauguio. *Date de cessation d'activité :* 15 mars 2010.

1233 - • 448 845 818 RCS Montpellier. **TORRES** (André). *Adresse :* 1er 8 impasse des Tourterelles 34110 Frontignan. *Date de cessation d'activité :* 31 décembre 2009.

1234 - • 453 710 899 RCS Montpellier. **DZIEWULSKI** (Ludovic, Edgi). *Adresse :* 266 avenue Louis Cancel 34270 Saint-Mathieu-de-Treviers. *Date de cessation d'activité :* 6 mai 2010.

1235 - • 443 600 853 RCS Montpellier. **BOYER** (Christelle). *Adresse :* 20 rue du Général Berthezene 34740 Vendargues. *Date de cessation d'activité :* 30 juin 2010.

1236 - • 338 896 087 RCS Montpellier. **PEREZ** (Gerard, André, Vincent). *Adresse :* 113 boulevard de la Liberte 34130 Mauguio. *Date de cessation d'activité :* 25 juin 2010.

1237 - • 495 161 473 RCS Montpellier. **FABRE** (Marie-Laure, Anne). *Nom d'usage :* GARCIA. *Adresse :* route de Paulhan 34800 Canet. *Date de cessation d'activité :* 3 juillet 2010.

1238 - • 480 906 072 RCS Montpellier. **BROSSE** (Mireille, Marie-Antoinette). *Adresse :* Passage Anatole Thibault 34110 Frontignan. *Date de cessation d'activité :* 26 juin 2010.

1239 - • 391 046 455 RCS Montpellier. **HOUDE** (Frédéric). *Adresse :* 13 bis rue de la Libération 34130 Candillargues. *Date de cessation d'activité :* 31 décembre 2009.

1240 - • 387 487 770 RCS Montpellier. **MIEGEVILLE** (Jean-Marie, Camille). *Adresse :* 3 impasse de Metz 34000 Montpellier. *Date de cessation d'activité :* 20 juillet 2010.

1241 - • 503 012 130 RCS Montpellier. **SOCIETE CLICAMAT.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social :* 26 rue de Clémentville 34070 Montpellier.

1242 - • 482 776 176 RCS Montpellier. **DELTA SECURITY POOL.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social :* 503 avenue Maréchal Leclerc 34070 Montpellier.

1243 - • 451 433 643 RCS Montpellier. **DAMIAT DIDIER TRAITEUR.** *Forme :* Société à responsabilité limitée à associé unique. *Adresse du siège social :* 279 avenue des Droits de l'Homme N°3 lotissement Le-Puid de Gauthier 34400 Saturargues.

1244 - • 380 315 390 RCS Montpellier. **MAISON DE LA RETRAITE LES ABEILLES SARL.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social :* 544 rue de la Castelle 34000 Montpellier.

1245 - • 478 175 151 RCS Montpellier. **NUMERIQUE LANGUEDOC IMPRESSION.** *Forme :* Société à responsabilité limitée à associé unique. *Adresse du siège social :* 22T rue Saint-Roch 34250 Palavas-les-Flots.

35 - ILLE-ET-VILAINE

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE RENNES

Modifications et mutations diverses

1246 - ° 477 997 746 RCS Rennes. **GASTINEAU** (Catherine, Mauricette, Marie). *Nom d'usage :* LOUVEL. *Nom commercial :* L.C. IMPORT. *Activité :* Vente de produits finis dans le domaine du bois du métal tous matériaux de construction import export Vente d'équipement et d'alimentation pour animaux. *Adresse :* rue du Clos Bigot Z.A. la Garenne 35130 La Guerche-de-Bretagne. *Commentaires :* Transfert d'établissement principal avec création Changement d'activité. *Date d'effet :* 1er juin 2010 *Date de commencement d'activité :* 19 juillet 2004.

1247 - ° 722 047 404 RCS Rennes. **STE ECONOMIQUE DE COMMERCIALISATION ALIMENTAIRE.** *Forme :* Société par actions simplifiée. *Capital :* 333060.00 euros. *Nom commercial :* SECA Société économique de commercialisation. *Administration :* Président de la société : RENAN Guillaume François Marie Directeur général : DANIEL Marie-Claude . *Sigle :* SECA. *Activité :* Produits alimentaires et notamment de volailles et produits liés et derives, produits de la mer, tels que poissons, coquillages, crustacés à l'état frais, surgelés, congelés, sèches, salés (fabrication, négoce en gros, demi-gros ou détail, import, export, courtage de tous). *Adresse du siège social :* 10 bis avenue Henri Fréville 35200 Rennes. *Adresse de l'établissement principal :* 10 bis avenue Henri Fréville 35200 Rennes. *Commentaires :* Augmentation de capital. *Date d'effet :* 9 juin 2010 *Date de commencement d'activité :* 1er mars 1977.

1248 - ° 579 200 809 RCS Rennes. **LES MATERIAUX DE L'OUEST.** *Forme :* Société par actions simplifiée. *Capital :* 174350.00 euros. *Administration :* Président de la société : LESEUR Jacques Maurice Commissaire aux comptes titulaire : KPMG AUDIT OUEST Commissaire aux comptes suppléant : KPMG AUDIT NORMANDIE . *Activité :* Matériaux de construction tous produits metallurgiques, transformation de produits metallurgiques, fabrication d'armatures metalliques, produits, ciment et planchers (vente, achat de). *Adresse du siège social :* Z I 35590 L'Hermitage. *Adresse de l'établissement principal :* Z I 35590 L'Hermitage. *Commentaires :* Changement de commissaire aux comptes. *Date d'effet :* 28 juin 2010 *Date de commencement d'activité :* 1er mars 1945.

1249 - ° 328 919 287 RCS Rennes. **ETABLISSEMENTS JOCELYNE G, STE EN LIQUIDATION.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Capital :* 16807.00 euros. *Administration :* Liquidateur amiable : JOUIN Jocelyne Pierrette . *Activité :* Lingerie féminine articles de plage, prêt à porter féminin, retouche et couture. *Adresse du siège social :* 20 rue d'Isly les Trois Soleils 35000 Rennes. *Adresse de l'établissement principal :* 20 rue d'Isly les Trois Soleils 35000 Rennes. *Commentaires :* Cessation d'activité avec dissolution. *Date d'effet :* 3 juin 2010 *Date de commencement d'activité :* 1er janvier 1984.

1197 - • 419 696 257 RCS Montpellier. **SCI ALVITIS.** *Forme :* Société civile immobilière. *Administration :* Gérant associé : BENEZETH Michel, Bernard . *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration.

1198 - • 511 824 849 RCS Montpellier. **ADUV SYSTEM.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Capital :* 25000 euros. *Activité :* Commercialisation distribution installation de matériels industriels vente de solutions afférentes dont solutions éoliennes photovoltaiques et piscines. *Commentaires :* Modification survenue sur l'activité, le capital.

1199 - • 507 823 318 RCS Montpellier. **AGB NAUTIC.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Adresse du siège social :* zac mas de figuière lot n° 76 34130 Mauguio. *Commentaires :* Transfert du siège social.

1200 - • 421 449 190 RCS Montpellier. **CNRJ.** *Forme :* Société par actions simplifiée. *Adresse du siège social :* 33 rue du Puits Neuf 34110 Vic-la-Gardiole. *Adresse de l'établissement principal :* 33 rue du Puits Neuf 34110 Vic-la-Gardiole. *Commentaires :* Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

1201 - • 499 277 697 RCS Montpellier. **VILLA ROMANA.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Administration :* Gérant statutaire : GILLET Alain, Jean-Jacques . *Adresse du siège social :* 12 rue Minos 34970 Lattes. *Commentaires :* Dissolution de la société.

1202 - • 432 197 069 RCS Montpellier. **CLICK & DECIDE.** *Forme :* Société par actions simplifiée. *Nom commercial :* Click & DECIDE, NET REPORT, DATASET. *Administration :* Président : HC PARTNERS (SAS) Commissaire aux comptes titulaire : NICOT Jean Commissaire aux comptes suppléant : CATIMEL Nathalie né(e) SANDOLO . *Activité :* Recherche conception développement distribution et vente de tous types de matériels et logiciels, vente de services associés, exploitation de données. *Commentaires :* Modification survenue sur le nom commercial, l'activité, la dénomination, l'administration.

1203 - • 459 800 413 RCS Montpellier. **CASINO DE PALAVAS.** *Forme :* Société par actions simplifiée. *Administration :* Président : PAIRE Fabrice, Jean Directeur général délégué : RICHARD Pierre-Marie, Léon Commissaire aux comptes titulaire : MCR (SARL) Commissaire aux comptes suppléant : MATHIEU emmanuel . *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration.

1204 - • 444 699 508 RCS Montpellier. **DISTRILEADER HERAULT.** *Forme :* Société en nom collectif. *Administration :* Gérant non associé : KOENIGKHEIT Gérard, Simon, Didier Associé : LECOGEST (SARL) Associé : SOFIDIS (SAS) . *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration.

1205 - • 381 355 411 RCS Montpellier. **SCM DES DOCTEURS GOURGAS - GLEIZE - SANTONJA ET DE LA SELLE.** *Forme :* Société civile de moyens. *Adresse du siège social :* 6 boulevard Ledrun Rollin Palais Berain 34000 Montpellier. *Adresse de l'établissement principal :* 6 boulevard Ledrun Rollin Palais Berain 34000 Montpellier. *Commentaires :* Transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

1206 - • 501 360 614 RCS Montpellier. **IPSEMM.** *Forme :* Groupement d'intérêt économique. *Administration :* Président du Conseil d'Administration : MYRIAPOLES (SARL) représenté par ROUXEL Alain, Guy, Jean Membre : MILELEC (SARL) Membre : MULTITEC (SA) Membre : PROTECTION SECURITE INDUSTRIE (SARL) Contrôleur de gestion : BOURDERON Thierry, Gustave, Paul Contrôleur des comptes : SEIDENBINDER Jean, Claude . *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration.

1207 - • 501 360 614 RCS Montpellier. **IPSEMM.** *Forme :* Groupement d'intérêt économique. *Administration :* Président du Conseil d'Administration : MYRIAPOLES (SARL) représenté par ROUXEL Alain, Guy, Jean Membre : MULTITEC (SA) Membre : PROTECTION SECURITE INDUSTRIE (SARL) Contrôleur de gestion : BOURDERON Thierry, Gustave, Paul Contrôleur des comptes : SEIDENBINDER Jean, Claude . *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration.

1208 - • 419 700 141 RCS Montpellier. **LEOPOLD.** *Forme :* Société civile. *Capital :* 198910.76 euros. *Commentaires :* Modification survenue sur le capital.

1209 - • 384 229 845 RCS Montpellier. **BIOPOLIS SCM.** *Forme :* Société civile de moyens. *Administration :* Gérant non statutaire : TUR Bernard, Jean-Paul Gérant non statutaire : FOURNIER Pierre-Antoine, René Gérant non statutaire : CAZABAN Francine, Jeanne, Adrienne née) COOPER Gérant non statutaire : ROUSSEL Philippe, Jean, Maurice . *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration.

1210 - • 443 205 380 RCS Montpellier. **EARL BONNEFOND ET FILS.** *Forme :* Exploitation agricole à responsabilité limitée. *Capital :* 220502 euros. *Administration :* Gérant non statutaire : BONNEFOND Emmanuel Gérant non statutaire : BONNEFOND Matthieu Gérant non statutaire : BONNEFOND Guillaume . *Commentaires :* Modification survenue sur le capital, l'administration.

1211 - • 350 339 081 RCS Montpellier. **COOPERATIVE DES COMMERCANTS DETAILLANTS DU SUD CODES.** *Forme :* Société anonyme coopérative à capital variable. *Administration :* Administrateur : SAVRY Line né(e) FAVEDE Administrateur : CHET Robert, Louis Directeur général : PALAU Fernando Administrateur : VIDAL Serge-Henri Administrateur : BRUGUIER Pascal, Edmond Président du Conseil d'Administration : BATUT Michel, Jean-François Administrateur : CULOT Gabriel, Marie Administrateur : LACANS Alexandre, Benjamin Administrateur : PISANI Philippe Administrateur : IGLESIAS José Administrateur : LABOURY André Commissaire aux comptes titulaire : REBOULJ (EURL) représenté par REBOUL Joël Commissaire aux comptes suppléant : GARCIA François . *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration.

1212 - • 350 339 081 RCS Montpellier. **COOPERATIVE DES COMMERCANTS DETAILLANTS DU SUD CODES.** *Forme :* Société anonyme coopérative à capital variable. *Administration :* Administrateur : SAVRY Line né(e) FAVEDE Directeur général : PALAU Fernando Administrateur : VIDAL Serge-Henri Administrateur : BRUGUIER Pascal, Edmond Président du Conseil d'Administration : BATUT Michel, Jean-François Administrateur : CULOT Gabriel, Marie Administrateur : LACANS Alexandre, Benjamin Administrateur : PISANI Philippe Administrateur : IGLESIAS José Administrateur : LABOURY André Commissaire aux comptes titulaire : REBOULJ (EURL) représenté par REBOUL Joël Commissaire aux comptes suppléant : GARCIA François . *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration.

1213 - • 492 515 309 RCS Montpellier. **SOCIETE DE GESTION DE PATRIMOINE FONCIER ET IMMOBILIER.** *Forme :* Société par actions simplifiée. *Administration :* Président : BRUN Sybille, Christiane . *Commentaires :* Modification survenue sur la forme juridique, l'administration.

1214 - • 493 619 175 RCS Montpellier. **CABINET YVES MALMEJEAN.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Administration :* Gérant non statutaire : MALMEJEAN Yves Gérant non statutaire : MASSOT dominique, jean, emmanuel Gérant non statutaire : BLANC guilhem, daniel, auguste Gérant non statutaire : ARNAVIELLE jérome, francois, xavier . *Activité :* commissariat aux comptes. *Adresse du siège social :* 355 rue charles lindberg mas des cavaliers frejorgues ouest 34130 Mauguio. *Adresse de l'établissement principal :* 355 rue charles lindberg mas des cavaliers frejorgues ouest 34130 Mauguio. *Commentaires :* Modification survenue sur l'activité, l'administration et transfert du siège social, transfert de l'établissement principal.

1215 - • 353 358 252 RCS Montpellier. **BREGUIBOUL DISTRIBUTION.** *Forme :* Société par actions simplifiée. *Administration :* Président : BREGUIBOUL Charles-Henri, Albert Commissaire aux comptes titulaire : AXIOME AUDIT Commissaire aux comptes suppléant : CAZES-BERNARD-GODDYN ET ASSOCIES représenté par GODDYN Christophe . *Activité :* Directement ou indirectement en France et étranger : achat vente distribution en gros demi-gros et de détail de tout produits de confiserie biscuit chocolat et tous produits alimentaires ; bimbeloterie et produits pipiers. boissons vins fins. *Commentaires :* Modification survenue sur l'activité, la dénomination, la forme juridique, l'administration.

1216 - • 417 995 479 RCS Montpellier. **CIATTI-EUROPE.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Administration :* Gérant non statutaire : CESCHI Florian, Pierre . *Commentaires :* Modification survenue sur l'administration.

1217 - • 498 330 240 RCS Montpellier. **TRESACOM.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Commentaires :* Cessation d'activité.

1218 - • 388 737 785 RCS Montpellier. **BLEU THE.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Commentaires :* Cessation d'activité.

1219 - • 504 707 324 RCS Montpellier. **BERCA IMMOBILIER.** *Forme :* Société à responsabilité limitée. *Capital :* 130000 euros. *Commentaires :* Modification survenue sur le capital.

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche > Annonce n°1224 du Bodacc B n°20100150 publié le 05/08/2010

Consultation des annonces commerciales

Résultat de recherche

- Retour vers la liste de résultats

Radiations

Bodacc B n°20100150 publié le 05/08/2010

Annonce n° 1224
n°RCS : 440 857 886 RCS Montpellier
Nom : FABRE
Prenom : pierre, marie
Adresse : 28 rue des Balances 34740 Vendargues
Date de cessation d'activité : 2010-07-01

Téléchargez le témoin de publication

Voir la fiche de renseignement sur FABRE (pierre, marie) au Registre du commerce sur le site Infogreffe

Contact Missions Mentions légales Politique de confidentialité Aide Plan du site Accessibilité Réutilisation des données

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 1

Consultation des annonces commerciales

Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches.**

Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le *Bodacc C*. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés
RCS ou RM
Dénomination SAS HECTARE

Catégorie d'annonce

Catégorie d'annonce Toutes les catégories
Type d'annonce Tous les types

Date de publication au Bodacc

Après le Avant le

Référence de publication

Édition du bulletin Toutes les éditions
N° du bulletin N° de l'annonce

Département de dépôt de la formalité

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire **Lancer la recherche**

Les derniers bulletins publiés

Nombre d'annonces trouvées : 36

Pages : 1 2 3 4 > >>

Date de publication	Annonces publiées au Bodacc
10/11/2020	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Modifications Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC B n°20200219 du 10/11/2020, annonce n°575 > Voir l'annonce n°575 du Bodacc B n°20200219
09/07/2020	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Ventes et cessions Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°534 > Voir l'annonce n°534 du Bodacc A n°20200132
09/07/2020	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Ventes et cessions Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°536 > Voir l'annonce n°536 du Bodacc A n°20200132
09/07/2020	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Ventes et cessions Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°535

Bodacc A
15 novembre 2020

Bodacc B
15 novembre 2020

Bodacc C
15 novembre 2020

> Voir l'annonce n°535 du Bodacc A n°20200132

09/07/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Ventes et cessions
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°533

> Voir l'annonce n°533 du Bodacc A n°20200132

09/07/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Ventes et cessions
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC A n°20200132 du 09/07/2020, annonce n°532

> Voir l'annonce n°532 du Bodacc A n°20200132

27/05/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20200101 du 27/05/2020, annonce n°560

> Voir l'annonce n°560 du Bodacc C n°20200101

27/05/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20200101 du 27/05/2020, annonce n°559

> Voir l'annonce n°559 du Bodacc C n°20200101

27/05/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20200101 du 27/05/2020, annonce n°558

> Voir l'annonce n°558 du Bodacc C n°20200101

05/03/2020 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20200046 du 05/03/2020, annonce n°2805

> Voir l'annonce n°2805 du Bodacc C n°20200046

Pages : 1 2 3 4 > >>

Contact Missions Mentions legales Politique de confidentialité Aide Plan du site Accessibilité Réutilisation des données

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 2

Consultation des annonces commerciales

Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches.**

Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc C. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés
RCS ou RM
Dénomination SAS HECTARE

Catégorie d'annonce

Catégorie d'annonce: Toutes les catégories
Type d'annonce: Tous les types

Date de publication au Bodacc

Après le Avant le

Référence de publication

Édition du bulletin: Toutes les éditions
N° du bulletin N° de l'annonce

Département de dépôt de la formalité

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire **Lancer la recherche**

Les derniers bulletins publiés

Nombre d'annonces trouvées : 36

Pages : << < 1 2 3 4 > >>

Date de publication	Annonces publiées au Bodacc
05/03/2020	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20200046 du 05/03/2020, annonce n°2804 > Voir l'annonce n°2804 du Bodacc C n°20200046
05/03/2020	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20200046 du 05/03/2020, annonce n°2803 > Voir l'annonce n°2803 du Bodacc C n°20200046
19/04/2018	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Modifications Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC B n°20180076 du 19/04/2018, annonce n°1116 > Voir l'annonce n°1116 du Bodacc B n°20180076
23/12/2017	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20170125 du 23/12/2017, annonce n°4443

Bodacc A
15 novembre 2020

Bodacc B
15 novembre 2020

Bodacc C
15 novembre 2020

> Voir l'annonce n°4443 du Bodacc C n°20170125

23/12/2017 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20170125 du 23/12/2017, annonce n°4442

> Voir l'annonce n°4442 du Bodacc C n°20170125

26/08/2016 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20160167 du 26/08/2016, annonce n°887

> Voir l'annonce n°887 du Bodacc B n°20160167

26/08/2016 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20160167 du 26/08/2016, annonce n°872

> Voir l'annonce n°872 du Bodacc B n°20160167

27/01/2015 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20150018 du 27/01/2015, annonce n°949

> Voir l'annonce n°949 du Bodacc B n°20150018

27/01/2015 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20150018 du 27/01/2015, annonce n°910

> Voir l'annonce n°910 du Bodacc B n°20150018

26/07/2013 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20130043 du 26/07/2013, annonce n°3464

> Voir l'annonce n°3464 du Bodacc C n°20130043

Pages : << < 1 2 3 4 > >>

Contact Missions Mentions légales Politique de confidentialité Aide Plan du site Accessibilité Réutilisation des données

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 3

Consultation des annonces commerciales

Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches.**

Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc C. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés
RCS ou RM
Dénomination SAS HECTARE

Catégorie d'annonce

Catégorie d'annonce Toutes les catégories
Type d'annonce Tous les types

Date de publication au Bodacc

Après le Avant le

Référence de publication

Édition du bulletin Toutes les éditions
N° du bulletin N° de l'annonce

Département de dépôt de la formalité

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire **Lancer la recherche**

Les derniers bulletins publiés

Nombre d'annonces trouvées : 36

Pages : << < 1 2 3 4 > >>

Date de publication	Annonces publiées au Bodacc
18/02/2013	Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20130009 du 18/02/2013, annonce n°2803 > Voir l'annonce n°2803 du Bodacc C n°20130009
30/04/2012	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20120024 du 30/04/2012, annonce n°1006 > Voir l'annonce n°1006 du Bodacc C n°20120024
22/02/2012	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Modifications Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC B n°20120037 du 22/02/2012, annonce n°972 > Voir l'annonce n°972 du Bodacc B n°20120037
31/01/2012	Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publicabon : BODACC C n°20120008 du 31/01/2012, annonce n°4021

Bodacc A
15 novembre 2020

Bodacc B
15 novembre 2020

Bodacc C
15 novembre 2020

> Voir l'annonce n°4021 du Bodacc C n°20120008

20/12/2011 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20110091 du 20/12/2011, annonce n°4067

> Voir l'annonce n°4067 du Bodacc C n°20110091

06/04/2011 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20110068 du 06/04/2011, annonce n°914

> Voir l'annonce n°914 du Bodacc B n°20110068

19/04/2010 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20100022 du 19/04/2010, annonce n°3409

> Voir l'annonce n°3409 du Bodacc C n°20100022

26/03/2010 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20100060 du 26/03/2010, annonce n°1608

> Voir l'annonce n°1608 du Bodacc B n°20100060

18/12/2009 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20090244 du 18/12/2009, annonce n°957

> Voir l'annonce n°957 du Bodacc B n°20090244

18/11/2009 Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING
n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20090086 du 18/11/2009, annonce n°3265

> Voir l'annonce n°3265 du Bodacc C n°20090086

Pages << < 1 2 3 4 > >>

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces commerciales > Résultats de recherche, page 4

Consultation des annonces commerciales

Résultats de recherche

Renseignez vos critères de recherche et affinez par catégorie d'annonce, date ou référence de publication, secteur géographique. Bodacc.fr publie les actes enregistrés au RCS depuis le 1er janvier 2008.

Créer une alerte ou enregistrer ses critères de recherche

Lancez votre recherche et cliquez sur le lien Enregistrer vos critères ou créer une alerte proposé sur la page de résultats. **Créez jusqu'à 10 alertes et enregistrez un nombre illimité de recherches.**

Témoin de publication unitaire

Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** depuis le 15 novembre 2016 pour le *Bodacc A*, le 11 octobre 2016 pour le *Bodacc B* et le 23 février 2016 pour le Bodacc C. Ce témoin de publication est téléchargeable au format PDF.

Pour en savoir plus, consultez la page Mieux connaître le Bodacc

Critères sélectionnés

Enregistrer vos critères ou créer une alerte

Mots clés
RCS ou RM
Dénomination SAS HECTARE

Catégorie d'annonce

Catégorie d'annonce Toutes les catégories
Type d'annonce Tous les types

Date de publication au Bodacc

Après le Avant le

Référence de publication

Édition du bulletin Toutes les éditions
N° du bulletin N° de l'annonce

Département de dépôt de la formalité

Tous les départements
Ain (01)
Aisne (02)
Allier (03)
Alpes-de-Haute-Provence (04)

Effacer le formulaire Lancer la recherche

Nombre d'annonces trouvées : 36

Pages << < 1 2 3 4

Date de publication	Annonces publiées au Bodacc
12/08/2009	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Modifications Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC B n°20090153 du 12/08/2009, annonce n°1095 > Voir l'annonce n°1095 du Bodacc B n°20090153
03/03/2009	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20090018 du 03/03/2009, annonce n°3239 > Voir l'annonce n°3239 du Bodacc C n°20090018
20/02/2009	Dénomination sociale : SAS HECTARE n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Modifications Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC B n°20090036 du 20/02/2009, annonce n°1262 > Voir l'annonce n°1262 du Bodacc B n°20090036
10/08/2008	Dénomination sociale : SAS HECTARE HOLDING n°RCS : 449 609 791 RCS Montpellier Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes Département : 34 Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER Références de publication : BODACC C n°20080053 du 10/08/2008, annonce n°4494

Les derniers bulletins publiés

Bodacc A
15 novembre 2020

Bodacc B
15 novembre 2020

Bodacc C
15 novembre 2020

> Voir l'annonce n°4494 du Bodacc C n°20080053

07/03/2008 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Dépôt des comptes
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC C n°20080010 du 07/03/2008, annonce n°4568

> Voir l'annonce n°4568 du Bodacc C n°20080010

05/03/2008 Dénomination sociale : SAS HECTARE
n°RCS : 351 338 660 RCS Montpellier
Catégorie d'annonce : Modifications
Département : 34
Annonce déposée au : GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE MONTPELLIER
Références de publication : BODACC B n°20080040 du 05/03/2008, annonce n°2440

> Voir l'annonce n°2440 du Bodacc B n°20080040

Pages : << < 1 2 3 4

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces de rétablissement personnel > Résultats de recherche

Consultation des annonces de rétablissement personnel

Résultats de recherche

Pour rechercher une annonce de rétablissement personnel, renseignez obligatoirement le champ **Département de résidence**.
Les champs **Nom, Prénom** et **Date de naissance** sont facultatifs.

Les annonces de rétablissement personnel sont diffusées 2 mois et 1 jour pour les avis sans liquidation judiciaire, 6 mois et 1 jour pour les avis avec liquidation judiciaire.
Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** téléchargeable au format PDF.

Critères sélectionnés

* Champs obligatoires.

Nom de la personne: FABRE

Prénom de la personne: Samuel

Date de naissance:

ou Année de naissance: 1971

Département de résidence *: 34

Captcha, veuillez indiquer le résultat de cette opération :*

8+4

DICA Ferrier Maîtrise bodacc.fr =

Effacer le formulaire | **Lancer la recherche**

Nombre d'annonces trouvées : 0

Aucune annonce ne correspond à votre requête.

Les derniers bulletins publiés

Bodacc A
15 novembre 2020

Bodacc B
15 novembre 2020

Bodacc C
15 novembre 2020

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces de rétablissement personnel > Résultats de recherche

Consultation des annonces de rétablissement personnel

Résultats de recherche

Pour rechercher une annonce de rétablissement personnel, renseignez obligatoirement le champ **Département de résidence**.
Les champs **Nom**, **Prénom** et **Date de naissance** sont facultatifs.

Les annonces de rétablissement personnel sont diffusées 2 mois et 1 jour pour les avis sans liquidation judiciaire, 6 mois et 1 jour pour les avis avec liquidation judiciaire.
Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** téléchargeable au format PDF.

Critères sélectionnés

* Champs obligatoires

Nom de la personne: FABRE

Prénom de la personne: Pierre-Marie

Date de naissance:

ou Année de naissance: 1968

Département de résidence *: 34

Captcha, veuillez indiquer le résultat de cette opération :*



=

Effacer le formulaire | Lancer la recherche

Nombre d'annonces trouvées : 0

Aucune annonce ne correspond à votre requête.

Les derniers bulletins publiés

Bodacc A
15 novembre 2020

Bodacc B
15 novembre 2020

Bodacc C
15 novembre 2020

Service d'alertes Identifiant * Mot de passe * Se connecter Mot de passe oublié Créez votre compte

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

BODACC.fr
Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales

Accueil > Consultation des annonces de rétablissement personnel > Résultats de recherche

Consultation des annonces de rétablissement personnel

Résultats de recherche

Pour rechercher une annonce de rétablissement personnel, renseignez obligatoirement le champ **Département de résidence**.
Les champs **Nom, Prénom** et **Date de naissance** sont facultatifs.

Les annonces de rétablissement personnel sont diffusées 2 mois et 1 jour pour les avis sans liquidation judiciaire, 6 mois et 1 jour pour les avis avec liquidation judiciaire.
Les annonces sont accompagnées d'un **témoin de publication unitaire** téléchargeable au format PDF.

Critères sélectionnés

* Champs obligatoires

Nom de la personne: SAS HECTARE

Prénom de la personne:

Date de naissance:

ou Année de naissance:

Département de résidence *: 34

Captcha, veuillez indiquer le résultat de cette opération :*

DILA Premier Ministre bodacc.fr =

Effacer le formulaire | **Lancer la recherche**

Nombre d'annonces trouvées : 0

Aucune annonce ne correspond à votre requête.

Les derniers bulletins publiés

Bodacc A
15 novembre 2020

Bodacc B
15 novembre 2020

Bodacc C
15 novembre 2020

Direction générale des finances publiques
Cellule d'assistance du SPDC
Tél : 0 810 007 830
(prix d'un appel local à partir d'un poste fixe)
du lundi au vendredi
de 8h00 à 18h00
Courriel : esi.orleans.ADspdc@dgfip.finances.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

N° de dossier

Extrait cadastral modèle 1

conforme à la documentation cadastrale à la date du 10/11/2020
validité six mois à partir de cette date.

Extrait confectionné par l'office SCP Mireille GUILHAUME-SCOTT et Philippe TZELEPOGLOU

SF2004867123

DESIGNATION DES PROPRIETES

Département : 034 *Commune :* 164 MONTAUD

Section	N° plan	PDL	N° du lot	Quote-part Adresse	Contenance cadastrale	Renvoi	Désignation nouvelle			
							N° de DA	Section	n° plan	Contenance
ZB	0355			LE VILLAGE	0ha36a65ca					
ZB	0356			LE VILLAGE	0ha03a15ca					

OBSERVATIONS DU SERVICE DE LA PUBLICITE FONCIERE

Décrets modifiés du 4 janvier 1955 art. 7 et 40 et du 14 octobre 1955 art. 21 et 30

MINISTÈRE DES FINANCES
ET DES COMPTES PUBLICS

LISTE DES TITULAIRES DE LA PARCELLE ZB 0355

Personne(s) physique(s)

Nom / Prénom	Sexe	Date de naissance	Lieu de naissance	Nom et prénom du conjoint	Droit	Adresse des titulaires de droit
FABRE PIERRE-MARIE	M	13/08/1968	034 MONTPELLIER	.	PI	180 RUE DES ERABLES 34980 SAINT-GELY-DU-FESC
FABRE SAMUEL JEAN-ROCH	M	05/10/1971	034 MONTPELLIER	.	PI	25 RUE DES ASPRES 34160 MONTAUD

Fermer

SPDC - DV du, t=10/11/2020

LISTE DES TITULAIRES DE LA PARCELLE ZB 0356

Personne(s) physique(s)

Nom / Prénom	Sexe	Date de naissance	Lieu de naissance	Nom et prénom du conjoint	Droit	Adresse des titulaires de droit
FABRE PIERRE-MARIE	M	13/08/1968	034 MONTPELLIER	.	PI	180 RUE DES ERABLES 34980 SAINT-GELY-DU-FESC
FABRE SAMUEL JEAN-ROCH	M	05/10/1971	034 MONTPELLIER	.	PI	25 RUE DES ASPRES 34160 MONTAUD

Fermer

SPDC - DV du, t=10/11/2020

Département :
HERAULT

Commune :
MONTAUD

Section : ZB
Feuille : 000 ZB 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 10/11/2020
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

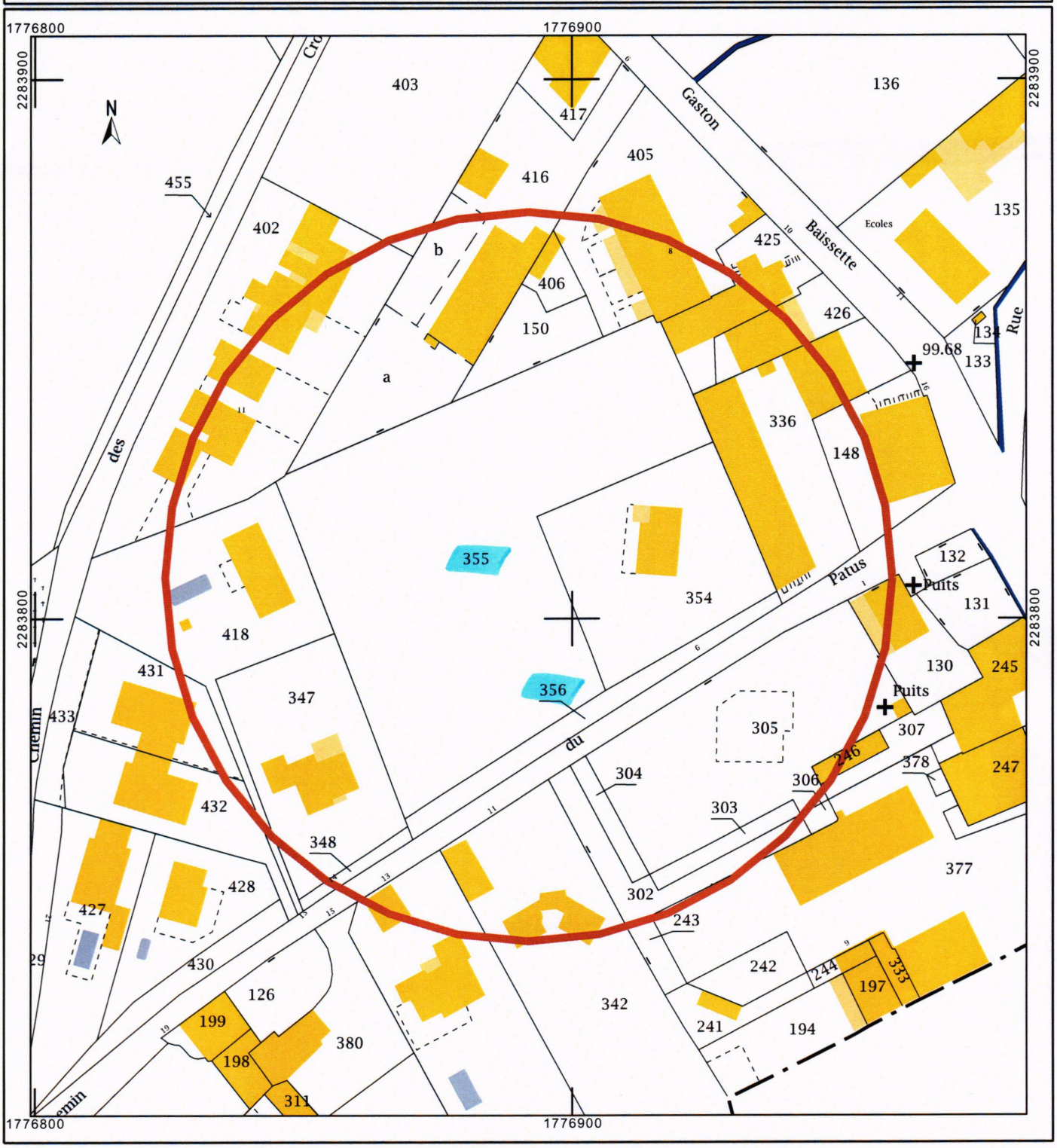
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



Assainissement - Réhabilitation de sites - Géologie - Géotechnique

DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT

Commune de Montaud

Parcelle ZB 355
Rue du Patus
Avis sur la sensibilité des sols au risque retrait-gonflement
Loi ÉLAN
Étude G1 ES et PGC
Norme NF P 94-500 11/2013

Novembre 2020

ARGEO
161, rue du Levant - 30420 Calvisson
Tél : 04.66.01.97.88 - Fax : 04.66.01.97.54 -
E-Mail : olivier.martin@argeo.fr
Site : www.argeo.fr

SOMMAIRE

1-INTRODUCTION.....3

2- SITUATION ET CONTEXTE GÉOLOGIQUE.....3

2.1 Situation géographique.....3

2.2 Situation cadastrale.....4

2.3 Contexte géologique.....4

3- RÉSULTATS DES SONDAGES.....4

4 – ANALYSE EN LABORATOIRE.....5

4.1 Classification du matériau.....5

Conclusions

1-INTRODUCTION

Dans le cadre de la création d'un lotissement sur un terrain de la commune de Montaud dans le département de l'Hérault, nous avons réalisé une étude d'avis géologique du site, avec comme objectif de vérifier la présence de sols argileux, ou non, et si ces sols appartenait à l'ensemble des « argiles gonflantes ».

Cette prestation correspond à une étude géotechnique préalable type G1, phase d'étude de site et phase principes généraux de construction (Norme NF P 94 – 500 de Novembre 2013).

Pour cette mission, nous avons réalisé des sondages à la tarière, complétés par des observations géologiques de surface et des recherches bibliographiques. Ces sondages nous ont permis de connaître la nature et l'organisation spatiale des sols ainsi que la présence éventuelle d'une nappe superficielle. Le but étant également d'effectuer si besoin la prise d'échantillons de sols représentatif pour analyses en laboratoire. En fonction de la classification GTR obtenue de ces sols, on peut vérifier si la sous-classe déterminée correspond à des sols argileux et dans l'affirmative, s'ils appartiennent à la sous-classe des « argiles gonflantes ».

Ce rapport reste un document de description géologique et lithologique du site, avec un avis sur les comportements géotechniques prévisibles, mais ne constitue en aucun cas une étude géotechnique spécifique de fondations en ce qui concerne les futurs maisons.

Cette étude a été réalisée à la demande des propriétaires des parcelles, consorts Fabre.

2- SITUATION ET CONTEXTE GÉOLOGIQUE

2.1 Situation géographique

Le terrain intéressé par l'étude est situé à environ 200 m au Sud du centre village de Montaud et plus précisément en bordure de la rue du Patus (voir plan de situation en annexe).

2.2 Situation cadastrale

D'un point de vue cadastral, ce futur lotissement sera établi sur la parcelle 355 de la section ZB et pour une surface de 3665 m².

Actuellement, on observe une parcelle enherbée et d'aspect relativement plane.

2.3 Contexte géologique

Du point de vue géologique, nous sommes situés au droit d'un substratum du du Crétacé inférieur et plus précisément l'ensemble marno-calcaire du Berriasien moyen et supérieur. On y observe des marnes et des bancs de calcaires plus massifs et francs.
Au droit du site, cette formation marno-calcaire et recouverte par un horizon coluvio-alluvionnaire du Quaternaire.

D'un point de vue hydrogéologique, les formations du Crétacé faiblement à peu karstiques, offrent des réserves aquifères limitées et ici relativement profonde.

Nos sondages n'ont révélé aucune présence d'eau ni trace d'hydromorphie (octobre 2020).

3- RÉSULTATS DES SONDAGES

(Logs lithologiques et plan d'implantation fournis en annexe)

L'ensemble des sondages réalisé à la pelle mécanique ainsi qu'a la tarière ont révélé sous 0,20 mètre de terre végétale, des limons sablonneux à argilo-sableux, parfois à cailloutis calcaires anguleux nombreux, devenant de plus en plus sec et compacts en profondeur et ce jusqu'à plus de 2,00 m/TN (TN : Terrain Naturel actuel).

Des lentilles plus graveleuses et très compactes s'intercalent au sein de ces limons.

Aucun niveau d'eau, ni trace d'hydromorphie n'ont été observé en sondages (octobre 2020). Rappelons que la présence d'eau dans les sols peut dépendre de la saisonnalité et de la puissance de certains épisodes pluvieux.

4 – ANALYSE EN LABORATOIRE

4.1 Classification du matériau

Afin de déterminer les caractéristiques et le type de plateforme qui sera obtenue sous voirie, nous avons réalisé une analyse en laboratoire sur deux échantillons représentatifs des sols de surface (F2 et F3).

- **Teneur en eau naturelle : W_{nat} = 11 à 12 %**

- Analyse granulométrique : **% inférieur à 50 mm = 100 %**
- Analyse granulométrique : **% inférieur à 31,5 mm = 100 %**
- Analyse granulométrique : **% inférieur à 20 mm = 100 %**
- Analyse granulométrique : **% inférieur à 10 mm = 99 à 100 %**
- Analyse granulométrique : **% inférieur à 5 mm = 99 %**
- Analyse granulométrique : **% inférieur à 2 mm = 98 %**
- Analyse granulométrique **: % inférieur à 1 mm = 96 à 97 %**
- Analyse granulométrique **: % inférieur à 0,5 mm = 95 à 96 %**
- Analyse granulométrique : **% inférieur à 0,315 mm = 94 %**
- Analyse granulométrique **: % inférieur à 0,08 mm =85,6 à 86,4 %**

- Indice de plasticité : **IP = 11 à 12**

Classification des matériaux : Classe A et sous classe A_1
Il s'agit de sols limono-argileux fins peu plastiques. Les matériaux de cette sous-classe se prêtent à l'emploi de la plus large gamme d'outils de terrassement quand la teneur en eau n'est pas trop élevée.

Il s'agit donc de limons peu à moyennement plastiques, mais en général en dehors de la zone des argiles gonflantes.

Ces sols se prêtent à l'emploi d'une grande gamme d'outils mais par contre, ont la propriété de pouvoir changer rapidement de consistance pour de faibles variations de teneur en eau.

L'essai de poinçonnement réalisé sur cet échantillon, a fourni un indice **IPI de 39, donc relativement fort,** ce qui détermine pour ce type de matériau **A_1**, un état hydrique théorique « sec » à « très sec ».

- Classification finale : **A_1 s à ts**

CONCLUSIONS

Il s'agit donc de limons peu à moyennement plastiques, et bien en dehors de la zone des argiles gonflantes, comme visible sur les diagrammes fournis en annexe de ce rapport.

Cette étude et ses conclusions valent pour l'ensemble des lots de ce lotissement.

Nous restons à la disposition des concepteurs du projet pour tout renseignement complémentaire.

Olivier Martin
Ingénieur géologue

ANNEXES

PLAN DE SITUATION GÉNÉRALE

EXTRAIT CARTE GÉOLOGIQUE DU BRGM

EXTRAIT CARTE GÉORISQUE DU BRGM (ALÉAS ARGILES GONFLANTES)

VUE AÉRIENNE

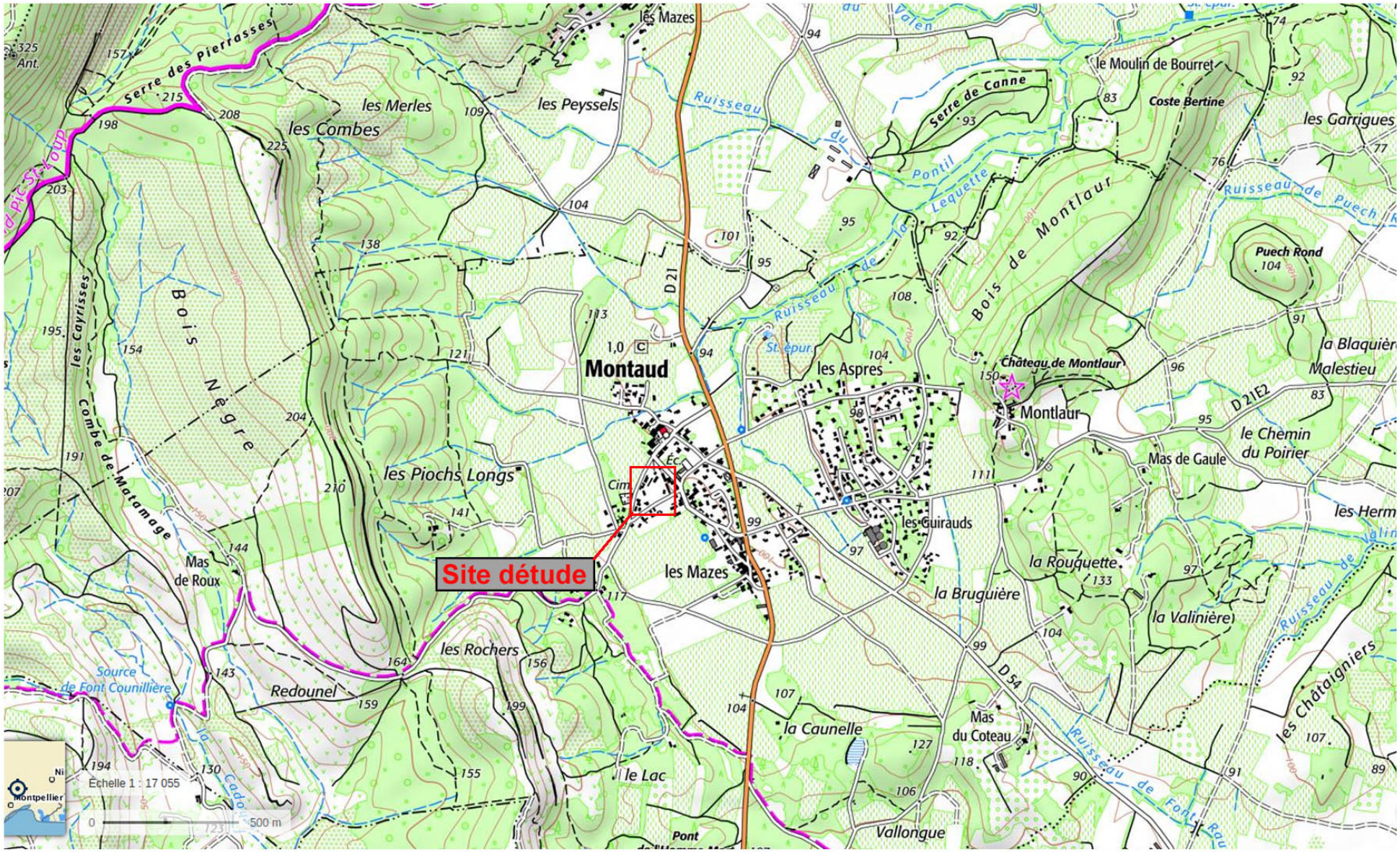
PLAN DE SITUATION CADASTRALE

PLAN D'IMPLANTATION DES SONDAGES ET ESSAIS DE PERMÉABILITÉ

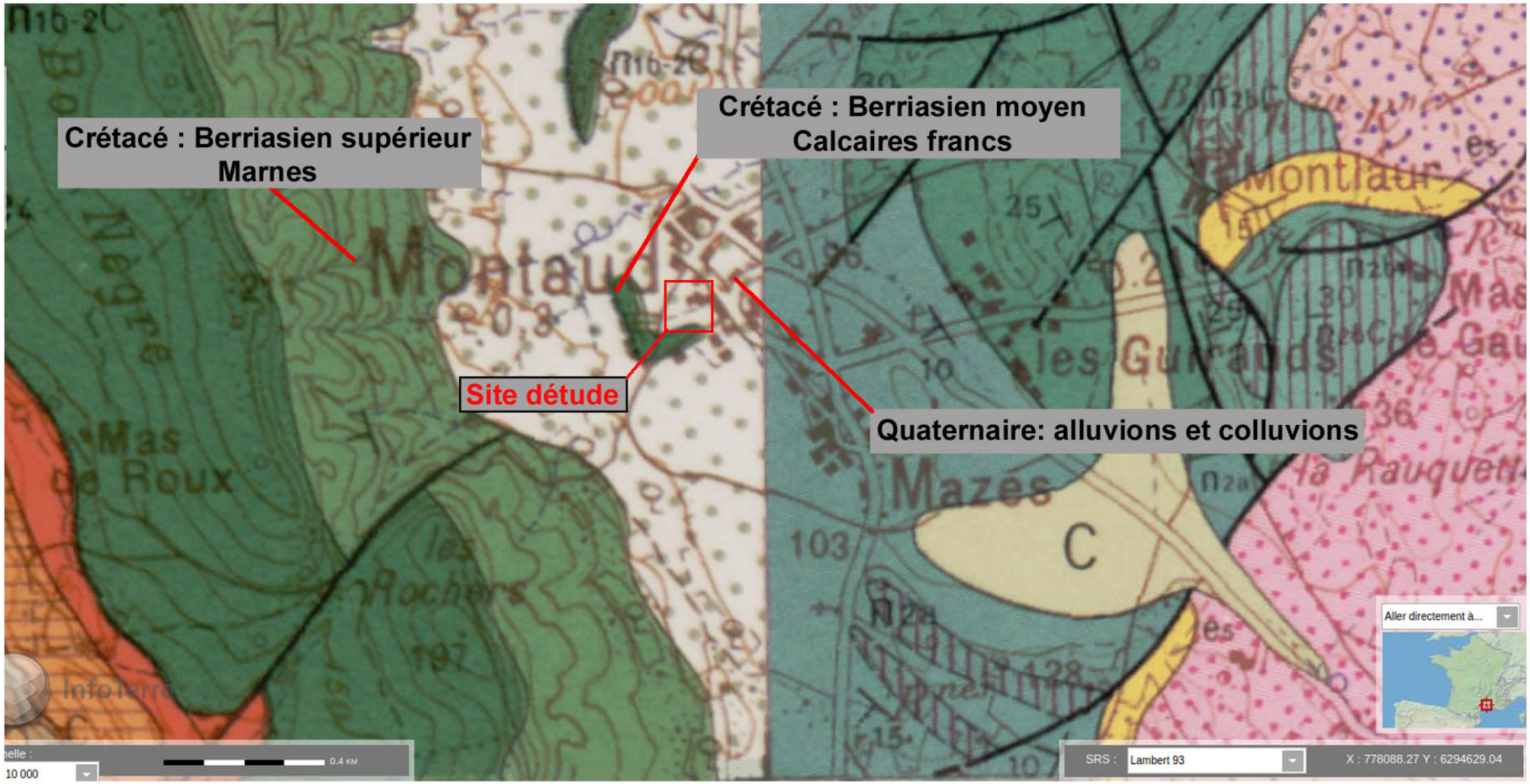
COUPES LITHOLOGIQUES

ANALYSE EN LABORATOIRE

MONTAUD
Parcelle ZB 355
Rue du Patus
Etude de sol
Situation générale
Echelle 1/25 000

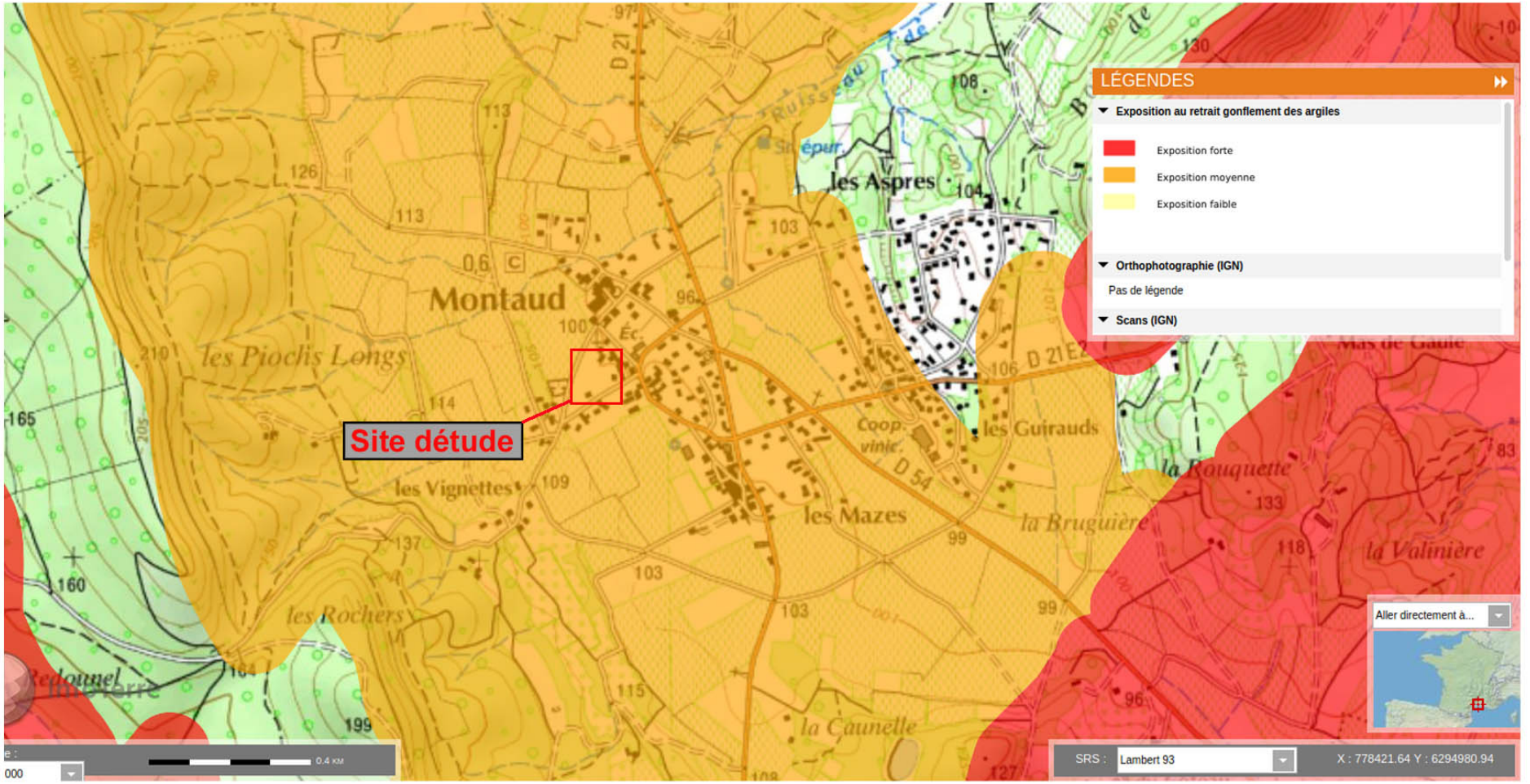


MONTAUD
Parcelle ZB 355
Rue du Patus
Etude de sol
Extrait carte géologique BRGM



MONTAUD
Parcelle ZB 355
Rue du Patus
Etude de sol

Site d'étude en aléas argiles gonflantes moyen



MONTAUD
Parcelle ZB 355
Rue du Patus
Etude de sol
Vue aérienne



Département :
HERAULT

Commune :
MONTAUD

Section : ZB
Feuille : 000 ZB 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/2500

Date d'édition : 02/11/2020
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC43
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

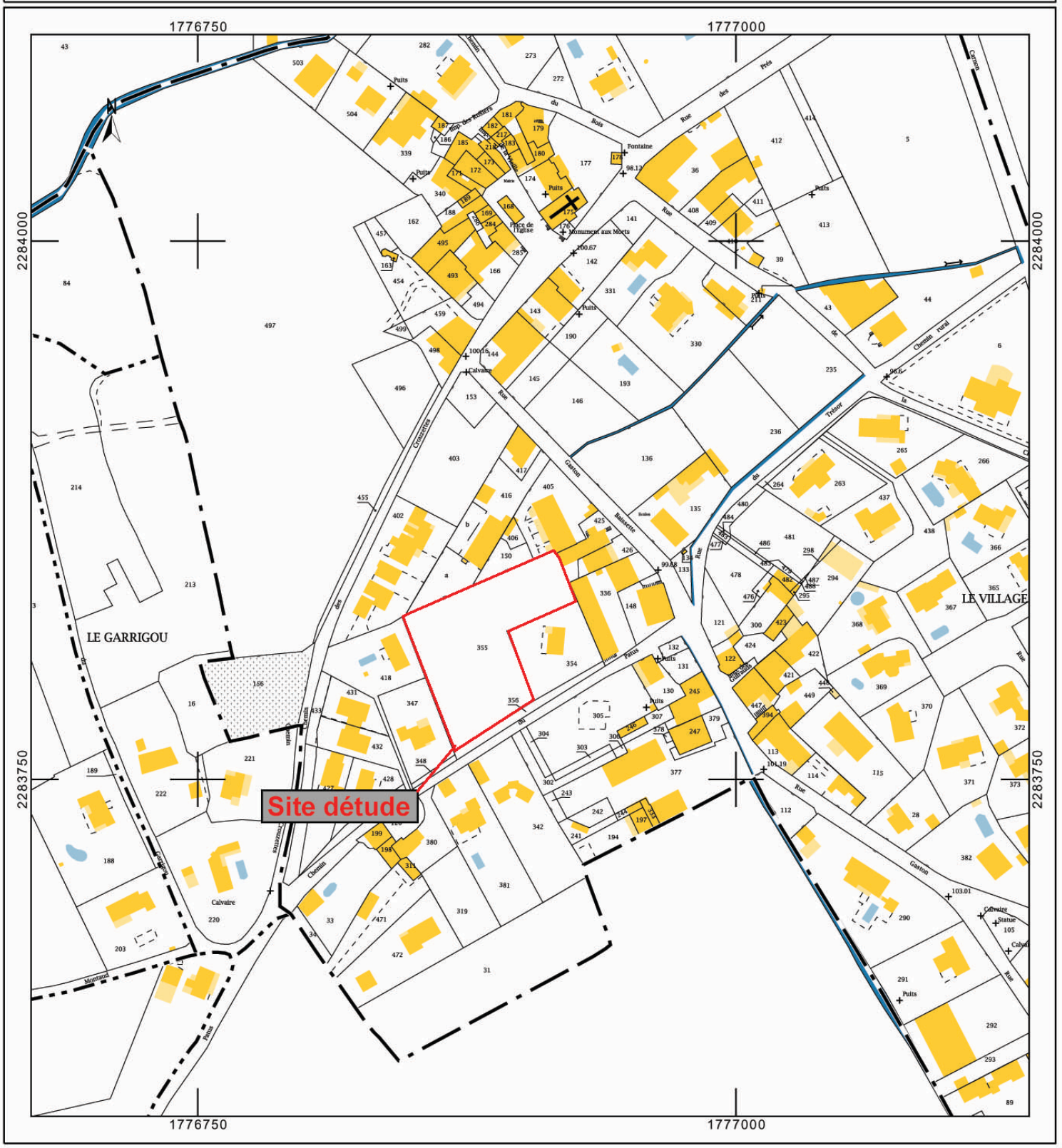
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

MONTAUD
Parcelle ZB 355
Rue du Patus
Etude de sol
Situation cadastrale
Echelle 1/2500

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
Montpellier
Centre administratif CHAPTAL BP 70001
34953
34953 MONTPELLIER CEDEX 02
tél. -fax

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr



HECTARE.fr TERRAINS A BATIR

HECTARE HERAULT
Les portes Domitiennes
RN113
34741 VENDARGUES

MONTAUD
Parcelle ZB 355
Rue du Patus
Etude de sol
Plan d'implantation des sondages
Echelle 1/500

COMMUNE DE MONTAUD

PLAN DE COMPOSITION

6 LOTS

F : Sondage à la pelle mécanique

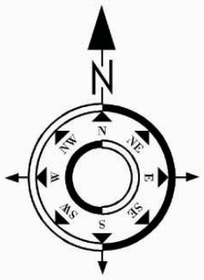
Echelle : 1/500 °

Date :25/02/2020

Légende :

- Parking privé
- Parking public
- Trottoir
- Voirie
- Espace vert
- Constructible uniquement en R+0
- Zone contructible en R+0 et/ou R+1

patus_aps1-fevrier-2020.dwg mardi 25 février 2020



aRgéo

MONTAUD
Parcelle ZB 355
Etude de sol
F1

ECH 1/20

Prof. en m	?	Coupe Lithologique	Observations
0	0	Terre Végétale	
0.5	0.2		
	0.4	Limon sablonneux à nb cailloutis divers	
	0.6		
	0.8		
1	1	Idem plus sec et compact, mais moins de cailloutis	
	1.2		
	1.4	Limon très sablonneux marron clair, compact.	
1.5	1.6		Arrêt difficulté pelle
	1.8		Eau Néant
2	2		
	2.2		
	2.4		
2.5	2.6		
	2.8		
3	3		
	3.2		
	3.4		
3.5	3.6		
	3.8		
4			

ELODIE - Universal Logger 1.0.9

OBSERVATIONS
Sondage exécuté au tractopelle

argéo

MONTAUD
Parcelle ZB 355
Etude de sol
F2

ECH 1/20

Prof. en m	?	Coupe Lithologique	Observations
0	0		
		Terre Végétale	
0.5	0.2		
	0.4		
	0.6	Limon argilo-sableux marron foncé homogène	
	0.8		
1	1		ER1
	1.2	Idem plus sec et compact,	
	1.4		
1.5	1.6	Limon argileux marron clair d'aspect plus sec et compact	
	1.8		
2	2		Arrêt Eau Néant
	2.2		
	2.4		
2.5	2.6		
	2.8		
3	3		
	3.2		
	3.4		
3.5	3.6		
	3.8		
4			

ELODE- Universal Logger 1.09

OBSERVATIONS
Sondage exécuté au tractopelle

argéo

MONTAUD
Parcelle ZB 355
Etude de sol
F3

ECH 1/20

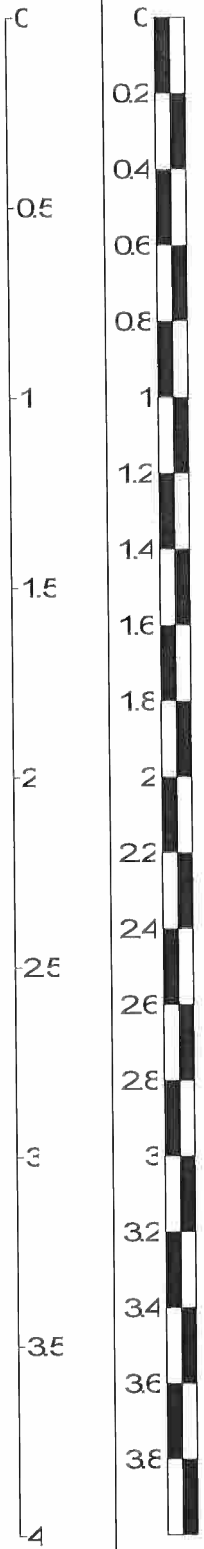
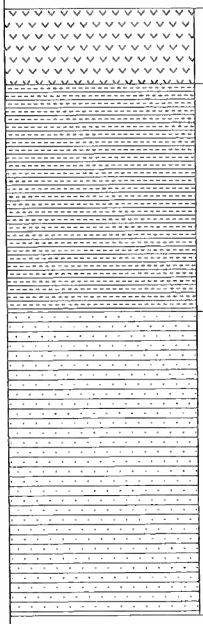
Prof. en m	?	Coupe Lithologique	Observations
0	0		
		Terre Végétale	
0.5	0.2		
	0.4	Limon argilo-sableux marron foncé homogène	
	0.6		
	0.8	Idem plus sec et compact,	ER2
1	1		
	1.2	Limon argileux marron clair d'aspect plus sec et compact	
1.5	1.4		
	1.6		Arrêt Eau Néant
	1.8		
2	2		
	2.2		
	2.4		
2.5	2.6		
	2.8		
3	3		
	3.2		
	3.4		
3.5	3.6		
	3.8		
4			

GLOGE- Universal Logger 1.08

OBSERVATIONS:
Sondage exécuté au tractopelle

MONTAUD
Parcelle ZB 355
Etude de sol
F4

ECH 1/20

Prof. en m	?	Coupe Lithologique	Observations
		 Terre Végétale Limon argilo-sableux marron foncé homogène Limon sablonneux marron clair à beige, plus sec et compact,	Arrêt Eau Néant

OBSERVATIONS:
Sondage exécuté au tractopelle

argéo

MONTAUD
Parcelle ZB 355
Etude de sol
F5

ECH 1/20

Prof. en m	?	Coupe Lithologique	Observations
0 – 0.5 – 1 – 1.5 – 2 – 2.5 – 3 – 3.5 – 4	0 – 0.2 – 0.4 – 0.6 – 0.8 – 1 – 1.2 – 1.4 – 1.6 – 1.8 – 2 – 2.2 – 2.4 – 2.6 – 2.8 – 3 – 3.2 – 3.4 – 3.6 – 3.8	Terre Végétale Limon sablonneux à petits graviers roulés Limon sablonneux marron clair à beige, plus sec et compact, Horizon graveleux à cailloutis calcaires anguleux et blocs Aspect de + en + compact	Arrêt difficulté pelle Eau Néant

GLOBE Universal Logger 1.05

OBSERVATIONS:
Sondage exécuté au tractopelle

GRACCHUS LABORATOIRE ROUTIER

Lieu-dit Les Plaines
ZA Les Hauts de Mireval
34 110 MIREVAL
Tél.: 04 67 18 12 84 - Email : labo34@gracchus.fr

AGRÉMENT N° 93-03 LABOROUTE

CLASSIFICATION DES MATERIAUX UTILISABLES EN REMBLAIS ET COUCHES DE FORME

NF P 11-300 (Sept. 1992)

Rapport d'essais

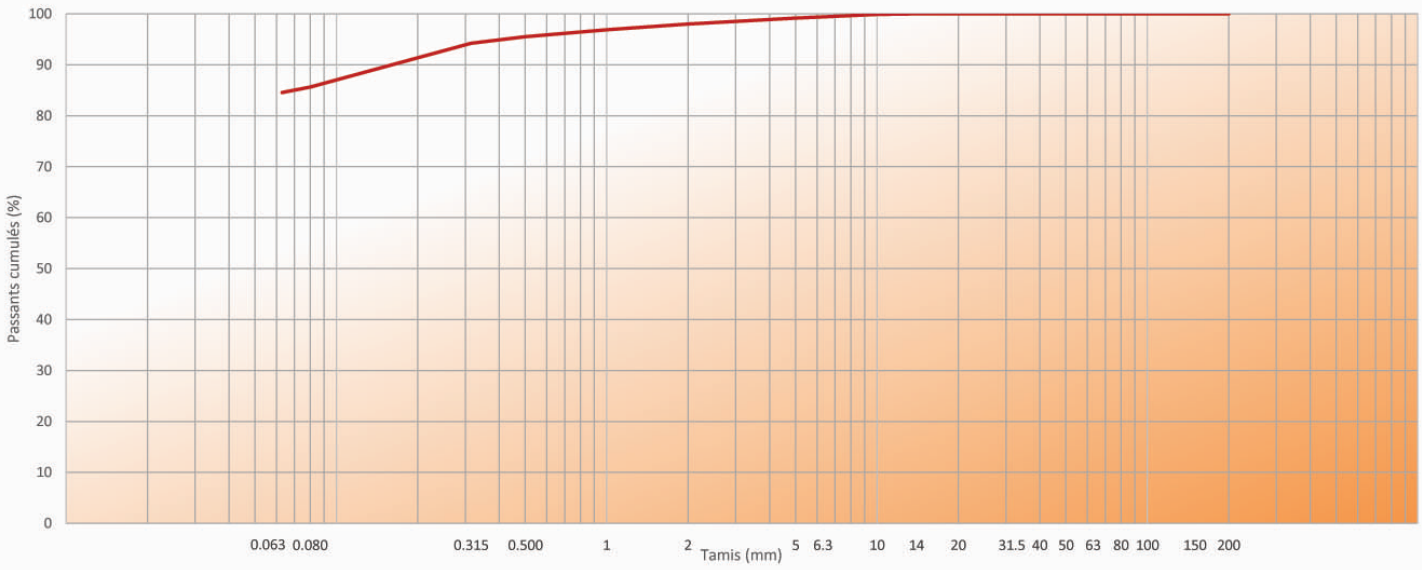
CHANTIER :	**Montaud**	*DATE :*	**13/10/2020**
DESTINATAIRE :	**Argéo**	*N° DE DOSSIER :*	**D-20-M229**

IDENTIFICATION DE L'ECHANTILLON

N° ECHANTILLON :	**M1103-20**	*PRELEVE PAR :*	**Le client**
DATE DE RECEPTION :	**06/10/2020**	*DATE DES ESSAIS :*	**09/10/2020**
SONDAGE / STOCK :	**Sondage F2**	*PROFONDEUR :*	**-0.20 à -1.10**

DISTRIBUTION GRANULOMETRIQUE DES PARTICULES - NF EN ISO 17892-4 (Janv. 2018) *

Tamis	0.063	0.080	0.315	0.500	1	2	5	6.3	10	14	20	31.5	40	50	63	80	100	150	200
Passants cumulés (%)	84.6	85.6	94	96	97	98	99	99	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100



** : essai réalisé sous dérogation (disponible sur demande)*

	ESSAI	NORME	VERSION	ABREVIATION	UNITE	RESULTAT
CLASSIFICATION	Eléments < 2 mm - Fraction 0/50	NF EN ISO 17892-4	Janv. 2018	/	%	**98.0**
	Eléments < 0.080 mm - Fraction 0/50	NF EN ISO 17892-4	Janv. 2018	/	%	**85.6**
	Teneur en eau de la fraction 0/D	NF P 94-050	Sept. 1995	**W**	%	**15.8**
	Teneur en eau de la fraction 0/20	NF P 94-050	Sept. 1995	**W**	%	
	Indice de plasticité	NF P 94-051	Mars 1993	**Ip**	%	**11.00**
ETAT HYDRIQUE	Indice de portance immédiat	NF P 94-078	Mai 1997	**IPI**	%	
COMPORTEMENT	Essai Los Angeles	NF E 1097-2	juin-10	**LA**	/	
	Essai d'usure Micro Deval en présence d'eau	NF EN 1097-1	août-11	**MDE**	/	
	Couleur					
	Autre essai : Friabilité	NF P 18-576	Fev. 2013	**FS**	/	
	Autre essai : Fragmentabilité	NF P 94-066	Dec. 1992	**FR**	/	
CLASSEMENT GTR				**A_1**		

COMMENTAIRES	VISAS DU LABORATOIRE	
	Le technicien, N.Pichon	**Le responsable,** A.Signé

GRACCHUS LABORATOIRE ROUTIER

Lieu-dit Les Plaines
ZA Les Hauts de Mireval
34 110 MIREVAL
Tél.: 04 67 18 12 84 - Email : labo34@gracchus.fr

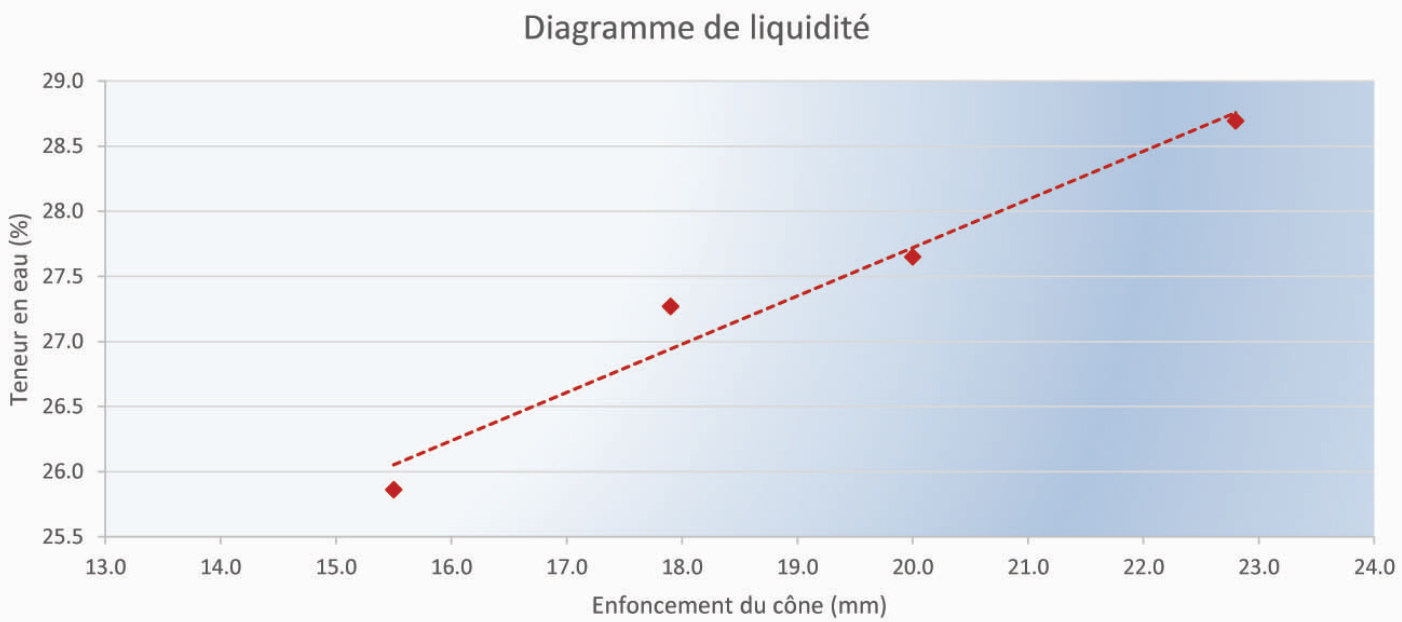
AGRÉMENT N° 93-03 LABOROUTE

DETERMINATION DES LIMITES DE LIQUIDITE ET DE PLASTICITE

NF EN ISO 17892-12 (Juil. 2018) - Méthode du cône tombant en quatre points

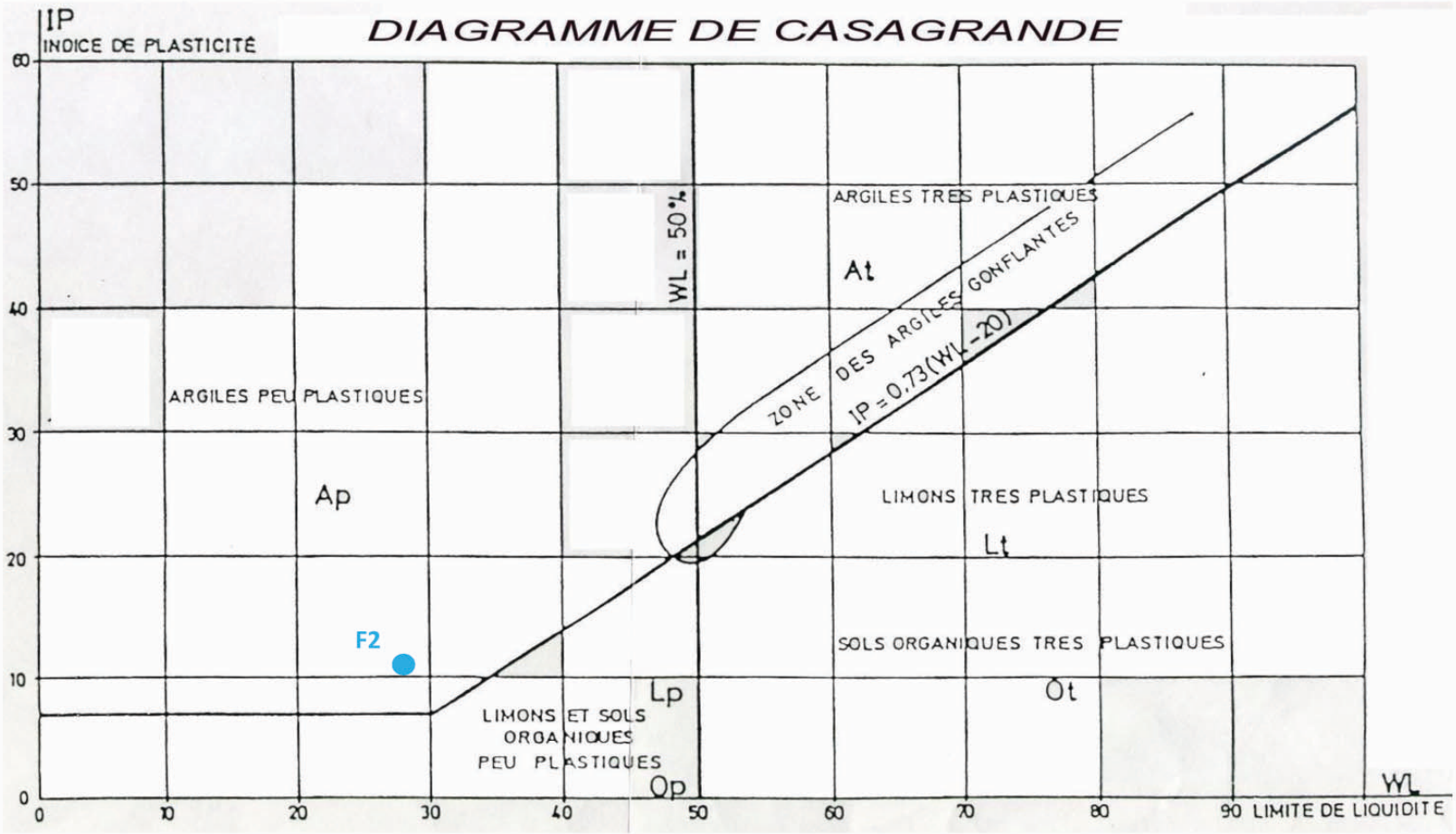
Rapport d'essai

DESTINATAIRE :	**Argéo**	*N° DE DOSSIER :*	D-20-M229
N° D'ECHANTILLON :	M1103-20	*DATE DE L'ESSAI :*	27/10/2020
CHANTIER / SITE :	Montaud	*DATE PRELEVEMENT :*	***
N° SONDAGE :	F2	*PRELEVE PAR :*	Le demandeur
PROF. SONDAGE :	*-0.20 à -1.10 m*	*W% ECH. BRUT :*	15.8 %
HISTORIQUE DE L'ECH. :	Tamisage humide	*% PASSANT 0.4 mm :*	K = 87.7
TYPE DE CÔNE :	80 g / 30°	*VARIATION W% :*	Croissante
DESCRIPT. EPROUVETTE :	Sol argileux marron		



W_L (%) =	**28**	W_P (%) =	**16**	$Ip = W_L - W_P$ =	**11**

COMMENTAIRES	VISAS DU LABORATOIRE	
	Le technicien, **ROMME L.**	Le responsable, **SIGNÉ A.**


DIAGRAMME DE CASAGRANDE
IP
INDICE DE PLASTICITÉ
60
50
40
30
20
10
0
0
10
20
30
40
50
60
70
80
90
LIMITE DE LIQUIDITE
WL
WL = 50 %
ARGILES TRES PLASTIQUES
At
ZONE DES ARGILES GONFLANTES
IP = 0,73(WL-20)
ARGILES PEU PLASTIQUES
Ap
LIMONS TRES PLASTIQUES
Lt
SOLS ORGANIQUES TRES PLASTIQUES
Ot
F2
Lp
LIMONS ET SOLS
ORGANIQUES
PEU PLASTIQUES
Op

GRACCHUS LABORATOIRE ROUTIER

Lieu-dit Les Plaines
ZA Les Hauts de Mireval
34 110 MIREVAL
Tél.: 04 67 18 12 84 - Email : labo34@gracchus.fr

AGRÉMENT N° 93-03 LABOROUTE

CLASSIFICATION DES MATERIAUX UTILISABLES EN REMBLAIS ET COUCHES DE FORME

NF P 11-300 (Sept. 1992)

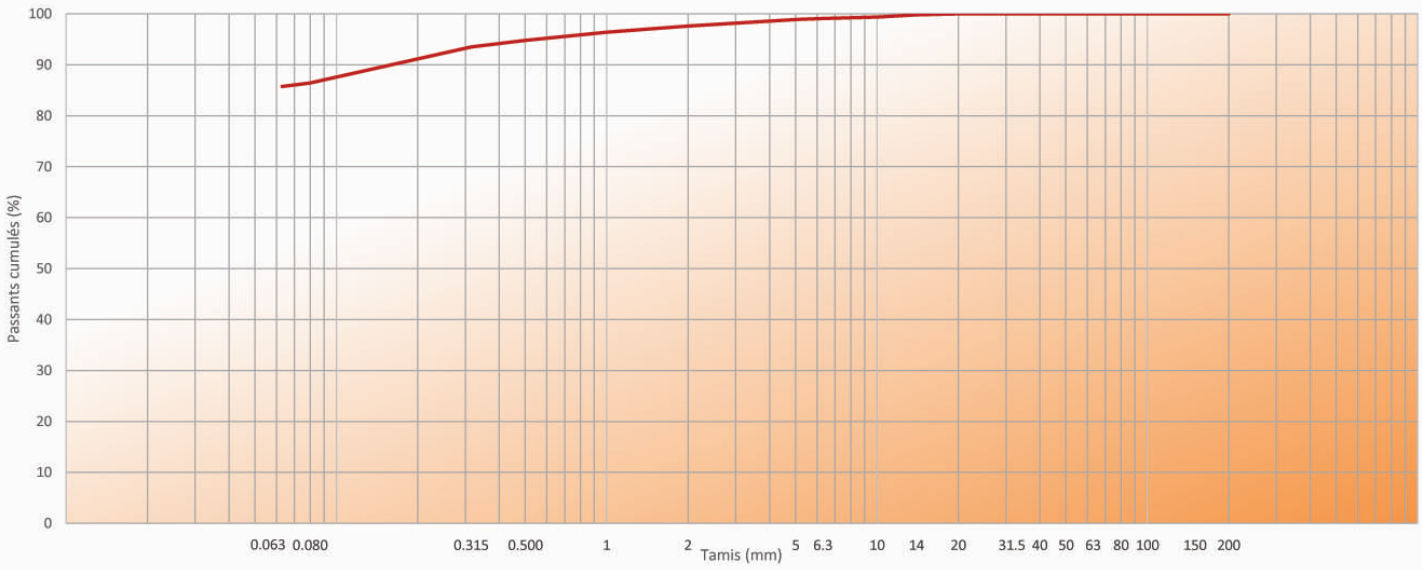
Rapport d'essais

CHANTIER :	**- Montaud**	*DATE :*	**13/10/2020**
DESTINATAIRE :	**Argéo**	*N° DE DOSSIER :*	**D-20-M229**

IDENTIFICATION DE L'ECHANTILLON			
N° ECHANTILLON :	**M1104-20**	*PRELEVE PAR :*	**Le client**
DATE DE RECEPTION :	**06/10/2020**	*DATE DES ESSAIS :*	**08/10/2020**
SONDAGE / STOCK :	**Sondage F3**	*PROFONDEUR :*	**-0.40 à -1.00**

DISTRIBUTION GRANULOMETRIQUE DES PARTICULES - NF EN ISO 17892-4 (Janv. 2018) *

Tamis	0.063	0.080	0.315	0.500	1	2	5	6.3	10	14	20	31.5	40	50	63	80	100	150	200
Passants cumulés (%)	85.7	86.4	94	95	96	98	99	99	99	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100



** : essai réalisé sous dérogation (disponible sur demande)*

	ESSAI	NORME	VERSION	ABREVIATION	UNITE	RESULTAT
CLASSIFICATION	Eléments < 2 mm - Fraction 0/50	NF EN ISO 17892-4	Janv. 2018	/	%	**97.6**
	Eléments < 0.080 mm - Fraction 0/50	NF EN ISO 17892-4	Janv. 2018	/	%	**86.4**
	Teneur en eau de la fraction 0/D	NF P 94-050	Sept. 1995	**W**	%	**10.7**
	Teneur en eau de la fraction 0/20	NF P 94-050	Sept. 1995	**W**	%	
	Indice de plasticité	NF P 94-051	Mars 1993	**Ip**	%	**12.00**
ETAT HYDRIQUE	Indice de portance immédiat	NF P 94-078	Mai 1997	**IPI**	%	**39**
COMPORTEMENT	Essai Los Angeles	NF E 1097-2	juin-10	**LA**	/	
	Essai d'usure Micro Deval en présence d'eau	NF EN 1097-1	août-11	**MDE**	/	
	Couleur					
	Autre essai : Friabilité	NF P 18-576	Fev. 2013	**FS**	/	
	Autre essai : Fragmentabilité	NF P 94-066	Dec. 1992	**FR**	/	
CLASSEMENT GTR				**A_1**		

COMMENTAIRES	VISAS DU LABORATOIRE	
	Le technicien, N.Pichon	**Le responsable,** A.Signé

GRACCHUS LABORATOIRE ROUTIER

Lieu-dit Les Plaines
ZA Les Hauts de Mireval
34 110 MIREVAL
Tél.: 04 67 18 12 84 - Email : labo34@gracchus.fr

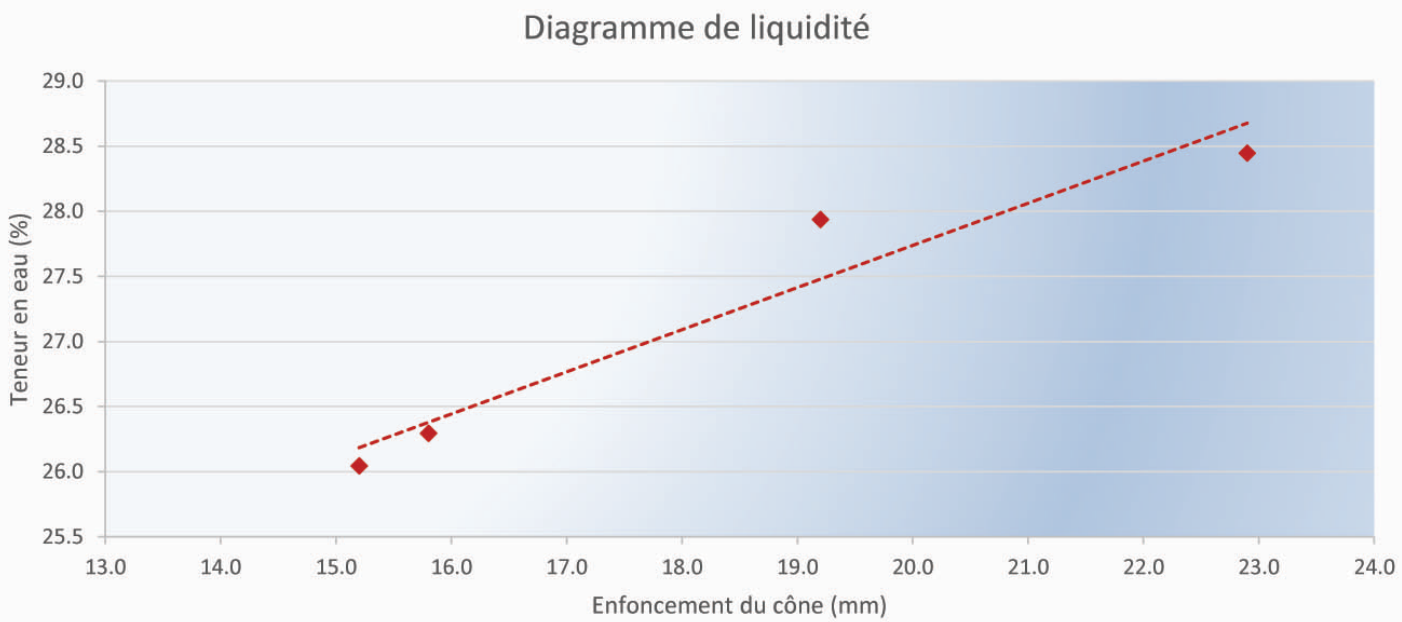
AGRÉMENT N° 93-03 LABOROUTE

DETERMINATION DES LIMITES DE LIQUIDITE ET DE PLASTICITE

NF EN ISO 17892-12 (Juil. 2018) - Méthode du cône tombant en quatre points

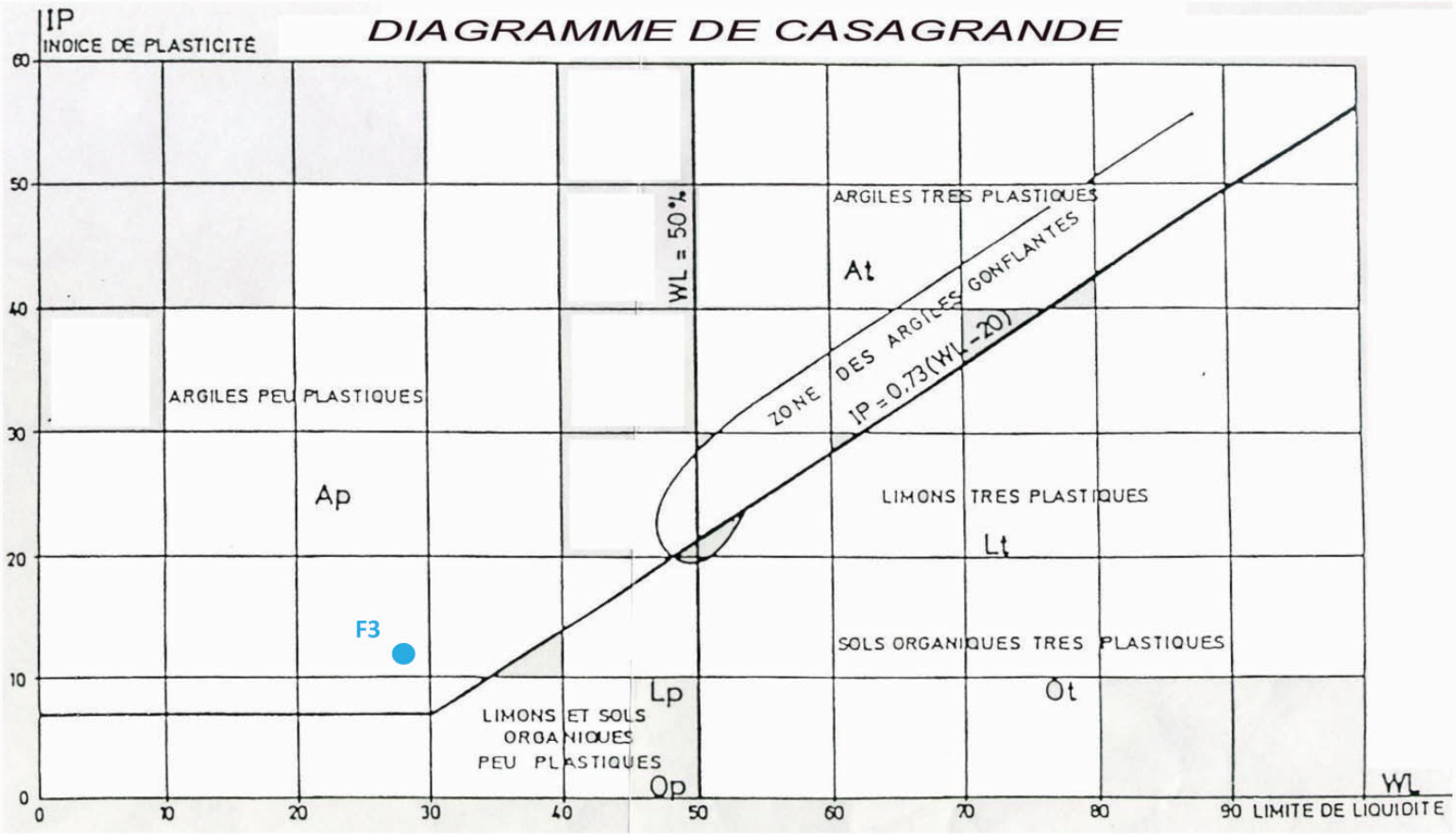
Rapport d'essai

DESTINATAIRE :	**Argéo**	*N° DE DOSSIER :*	D-20-M229	
N° D'ECHANTILLON :	M1104-20	*DATE DE L'ESSAI :*	26/10/2020	
CHANTIER / SITE :	Montaud	*DATE PRELEVEMENT :*	***	
N° SONDAGE :	F3	*PRELEVE PAR :*	Le demandeur	
PROF. SONDAGE :	*-0.40 à -1.00m*	*W% ECH. BRUT :*	10.7	%
HISTORIQUE DE L'ECH. :	Tamisage humide	*% PASSANT 0.4 mm :*	K =	85.7
TYPE DE CÔNE :	80 g / 30°	*VARIATION W% :*	Décroissante	
DESCRIPT. EPROUVETTE :	Sol argileux marron			



W_L (%) =	**28**	W_P (%) =	**16**	$Ip = W_L - W_P$ =	**12**

COMMENTAIRES	VISAS DU LABORATOIRE	
	Le technicien, **ROMME L.**	Le responsable, **SIGNÉ A**


DIAGRAMME DE CASAGRANDE
IP
INDICE DE PLASTICITÉ
60
50
40
30
20
10
0
0
10
20
30
40
50
60
70
80
90
LIMITE DE LIQUIDITE
WL
WL = 50 %
ARGILES TRES PLASTIQUES
At
ZONE DES ARGILES GONFLANTES
IP = 0,73(WL-20)
ARGILES PEU PLASTIQUES
Ap
LIMONS TRES PLASTIQUES
Lt
F3
SOLS ORGANIQUES TRES PLASTIQUES
Ot
Lp
LIMONS ET SOLS
ORGANIQUES
PEU PLASTIQUES
Op

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

GÉORISQUES
Mieux connaître les risques sur le territoire

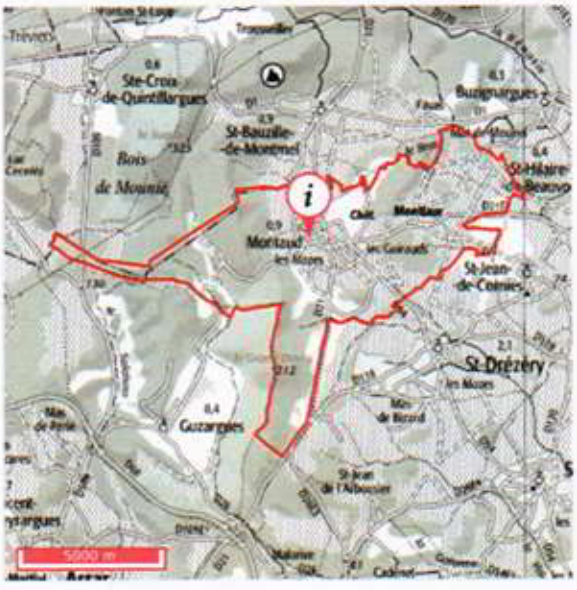
Descriptif des risques

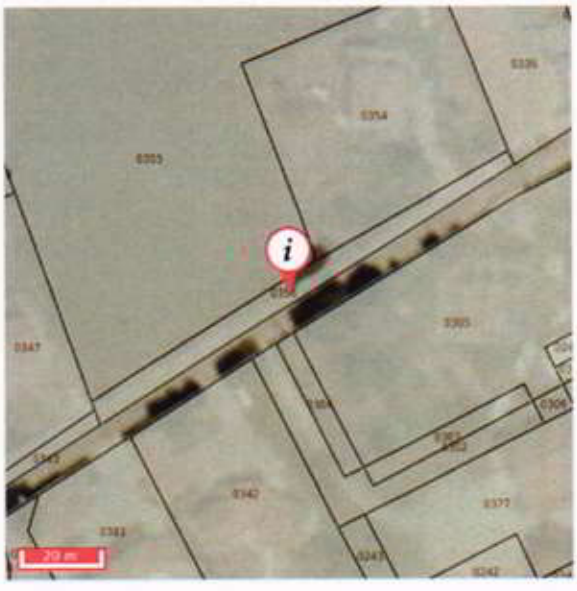
Edité le 17/09/2020 à 16h30

Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques et pollutions (ERP) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

Localisation

Commune : MONTAUD
Préfixe : 000
Section / feuille : ZB
N°parcelle : 0356





Informations sur la commune

Nom : MONTAUD
Code Postal : 34160
Département : HERAULT
Région : Occitanie

Code INSEE : 34164
Commune dotée d'un DICRIM : Non
Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 10 (*détails en annexe*)
Population à la date du 12/08/2020 : 906

Quels risques peuvent impacter la localisation ?

Retrait-gonflements des sols
Aléa moyen

Séismes
2 - FAIBLE

Installations industrielles

INONDATIONS

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INONDATIONS ?

Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Non

Atlas de Zone Inondable - AZI

Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : Oui

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
34DREAL20070007 - AZI du Vidourle	Inondation		26/07/2004

Informations historiques sur les inondations

Evènements historiques d'inondation dans les communes limitrophes : 2

		Dommages sur le territoire national	
Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels (€)
11/09/1875 - 12/09/1875	Crue pluviale éclair (tm < 2 heures),Crue pluviale (temps montée indéterminé)	de 100 à 999 morts ou disparus	inconnu
11/09/1875 - 12/09/1875	Crue pluviale (temps montée indéterminé),Crue pluviale éclair (tm < 2 heures)	de 100 à 999 morts ou disparus	inconnu

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Oui

Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



Source: BRGM

PPR	Aléa	Prescrit le	Enquêté le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Déprescrit / annulé / abrogé le	Révisé
34DDTM20150007 - Montaud	Par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau	12/06/2015	10/04/2017	19/07/2017			- / - / -	

RETRAIT-GONFLEMENTS DES SOLS ARGILEUX

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : Oui

Type d'exposition de la localisation : Aléa moyen

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : Non

MOUVEMENTS DE TERRAIN

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : Non

CAVITÉS SOUTERRAINES

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subit, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : Non

SÉISMES

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 2 - FAIBLE

Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



1 (très faible)
2 (faible)
3 (modérée)
4 (moyenne)
5 (forte)

Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non

POLLUTION DES SOLS, SIS ET ANCIENS SITES INDUSTRIELS

Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Différentes bases de données fournissent les informations sur les Sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL), les Secteurs d'information sur les sols (SIS) introduits par l'article L.125-6 du code de l'environnement et les Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE DE SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (BASOL) ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICE (BASIAS) ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : Non

POLLUTION DES SOLS, SIS ET ANCIENS SITES INDUSTRIELS (SUITE)

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA RÉGLEMENTATION SUR LES SECTEURS D'INFORMATION DES SOLS (SIS) ?

Présence de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans un rayon de 1000 m : Non

INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 1

Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 2.0 km : 1

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.



Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5.0 km : 0

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRT Installations industrielles : Non

CANALISATIONS DE MATIÈRES DANGEREUSES

Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales, de sites de stockage ou de chargement.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 1000 m : Non

INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10.0 km : Non

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20.0 km : Non

RADON

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

QUEL EST LE POTENTIEL RADON DE LA COMMUNE DE VOTRE LOCALISATION ?

Le potentiel radon de la commune de votre localisation est : Faible

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).



Source: IRSN

Pour en savoir plus : consulter le site de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire sur le potentiel radon de chaque catégorie.

Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.
Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

Catastrophe naturelle

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.
Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.
Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.
Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.
Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.
Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).
Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire disponible en ligne à l'adresses suivante : https://www.georisques.gouv.fr/glossaire/.

Catastrophes naturelles

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 10

Inondations et coulées de boue : 8

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF20140091	29/09/2014	30/09/2014	08/10/2014	11/10/2014
34PREF20070003	13/09/2006	14/09/2006	22/02/2007	10/03/2007
34PREF20050042	06/09/2005	07/09/2005	10/10/2005	14/10/2005
34PREF20030156	02/12/2003	03/12/2003	19/12/2003	20/12/2003
34PREF20030086	22/09/2003	22/09/2003	17/11/2003	30/11/2003
34PREF20020068	08/09/2002	09/09/2002	19/09/2002	20/09/2002
34PREF19940088	17/10/1994	28/10/1994	21/11/1994	25/11/1994
34PREF20170132	22/09/1993	23/09/1993	02/02/1994	18/02/1994

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF20190079	01/07/2017	30/09/2017	18/09/2018	20/10/2018

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF19820165	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

Précautions d'usage

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

Description des données

Le site georisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apportent aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée au cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR et le BRGM utilisent les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercient par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantissent pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peuvent modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :
- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
  sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

GÉORISQUES
Mieux connaître les risques sur le territoire

Descriptif des risques

Edité le 17/09/2020 à 16h40

Attention : ce descriptif n'est pas un état des risques et pollutions (ERP) conforme aux articles L-125-5 et R125-26 du code de l'Environnement. Ce descriptif est délivré à titre informatif. Il n'a pas de valeur juridique. Pour plus d'information, consultez les précautions d'usage en annexe de ce document.

Localisation

Commune : MONTAUD
Préfixe : 000
Section / feuille : ZB
N°parcelle : 0355





Informations sur la commune

Nom : MONTAUD
Code Postal : 34160
Département : HERAULT
Région : Occitanie

Code INSEE : 34164
Commune dotée d'un DICRIM : Non
Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 10 (*détails en annexe*)
Population à la date du 12/08/2020 : 906

Quels risques peuvent impacter la localisation ?

Retrait-gonflements des sols
Aléa moyen

Séismes
2 - FAIBLE

Installations industrielles

INONDATIONS

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LES INONDATIONS ?

Territoire à Risque important d'Inondation - TRI

Localisation située dans un territoire à risque important d'inondation : Non

Atlas de Zone Inondable - AZI

Localisation exposée à un Atlas de Zone Inondable : Oui

Nom de l'AZI	Aléa	Date de début de programmation	Date de diffusion
34DREAL20070007 - AZI du Vidourle	Inondation		26/07/2004

Informations historiques sur les inondations

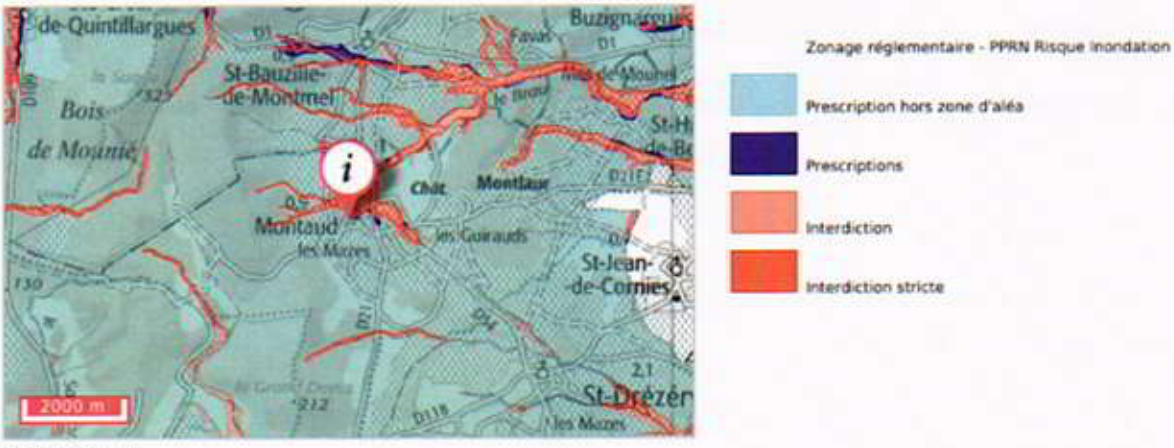
Evènements historiques d'inondation dans les communes limitrophes : 2

		Dommages sur le territoire national	
Date de l'évènement (date début / date fin)	Type d'inondation	Approximation du nombre de victimes	Approximation dommages matériels (€)
11/09/1875 - 12/09/1875	Crue pluviale éclair (tm < 2 heures),Crue pluviale (temps montée indéterminé)	de 100 à 999 morts ou disparus	inconnu
11/09/1875 - 12/09/1875	Crue pluviale (temps montée indéterminé),Crue pluviale éclair (tm < 2 heures)	de 100 à 999 morts ou disparus	inconnu

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Inondation : Oui

Le PPRN (Plan de Prévention des Risques Naturels) est un document réglementaire destiné à faire connaître les risques et réduire la vulnérabilité des personnes et des biens. Il délimite des zones exposées et définit des conditions d'urbanisme et de gestion des constructions futures et existantes dans les zones à risques. Il définit aussi des mesures de prévention, de protection et de sauvegarde.



Source: BRGM

PPR	Aléa	Prescrit le	Enquêté le	Approuvé le	Révisé le	Annexé au PLU le	Déprescrit / annulé / abrogé le	Révisé
34DDTM20150007 - Montaud	Par une crue torrentielle ou à montée rapide de cours d'eau	12/06/2015	10/04/2017	19/07/2017			- / - / -	

RETRAIT-GONFLEMENTS DES SOLS ARGILEUX

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau. Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ». Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA PRÉSENCE D'ARGILE ?

Localisation exposée aux retrait-gonflements des sols argileux : Oui

Type d'exposition de la localisation : Aléa moyen

Un « aléa fort » signifie que des variations de volume ont une très forte probabilité d'avoir lieu. Ces variations peuvent avoir des conséquences importantes sur le bâti (comme l'apparition de fissures dans les murs).



Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Retrait-gonflements des sols argileux : Non

MOUVEMENTS DE TERRAIN

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte...) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères... Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES MOUVEMENTS DE TERRAIN ?

Mouvements de terrain recensés dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Mouvements de terrain : Non

CAVITÉS SOUTERRAINES

Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subit, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CAVITÉ SOUTERRAINE ?

Cavités recensées dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Cavités souterraines : Non

SÉISMES

Un séisme ou tremblement de terre se traduit en surface par des vibrations du sol. Ce phénomène résulte de la libération brusque d'énergie accumulée par les contraintes exercées sur les roches.

QUELLE EST L'EXPOSITION SISMIQUE DE LA LOCALISATION ?

Type d'exposition de la localisation : 2 - FAIBLE

Un séisme (ou tremblement de terre) correspond à une fracturation (processus tectonique aboutissant à la formation de fractures des roches en profondeur), le long d'une faille généralement préexistante.



1 (très faible)
2 (faible)
3 (modérée)
4 (moyenne)
5 (forte)

Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRN Séismes : Non

POLLUTION DES SOLS, SIS ET ANCIENS SITES INDUSTRIELS

Cette rubrique recense les différents sites qui accueillent ou ont accueilli dans le passé des activités polluantes ou potentiellement polluantes. Différentes bases de données fournissent les informations sur les Sites pollués ou potentiellement pollués (BASOL), les Secteurs d'information sur les sols (SIS) introduits par l'article L.125-6 du code de l'environnement et les Anciens sites industriels et activités de service (BASIAS).

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE DE SITES POLLUÉS OU POTENTIELLEMENT POLLUÉS (BASOL) ?

Localisation exposée à des sites pollués ou potentiellement pollués dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'ANCIENS SITES INDUSTRIELS ET ACTIVITÉS DE SERVICE (BASIAS) ?

Présence d'anciens sites industriels et activités de service dans un rayon de 500 m : Non

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR LA RÉGLEMENTATION SUR LES SECTEURS D'INFORMATION DES SOLS (SIS) ?

Présence de Secteurs d'Information sur les Sols (SIS) dans un rayon de 1000 m : Non

INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Toute exploitation industrielle ou agricole susceptible de créer des risques ou de provoquer des pollutions ou des nuisances, notamment pour la sécurité et la santé des riverains est une installation classée pour la protection de l'environnement. Cette ICPE est classée dans une nomenclature afin de faire l'objet d'un suivi et d'une autorisation par un de l'état en fonction de sa dangerosité.

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES ?

Nombre d'installations industrielles concernant votre localisation dans un rayon de 1000 m : 1

Nombre d'installations industrielles impactant votre localisation dans un rayon de 2.0 km : 1

Les installations industrielles ayant des effets sur l'environnement sont réglementées sous l'appellation Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE). L'exploitation de ces installations est soumise à autorisation de l'Etat. La carte représente les implantations présentes autour de votre localisation. Le rayon choisi a été déterminé en fonction de la pertinence de diffusion de cette information et de l'obligation de diffusion.





Source: BRGM

LA LOCALISATION EST-ELLE IMPACTÉE PAR DES REJETS POLLUANTS ?

Nombre d'installations industrielles rejetant des polluants concernant votre localisation dans un rayon de 5.0 km : 0

LA LOCALISATION EST-ELLE SOUMISE À UNE RÉGLEMENTATION ?

La commune de votre localisation est soumise à un PPRT Installations industrielles : Non

CANALISATIONS DE MATIÈRES DANGEREUSES

Une canalisation de matières dangereuses achemine du gaz naturel, des produits pétroliers ou chimiques à destination de réseaux de distribution, d'autres ouvrages de transport, d'entreprises industrielles ou commerciales, de sites de stockage ou de chargement.

LA LOCALISATION EST-ELLE VOISINE D'UNE CANALISATION DE MATIÈRES DANGEREUSES ?

Localisation exposée à des canalisations de matières dangereuses dans un rayon de 1000 m : Non

INSTALLATIONS NUCLÉAIRES

Une installation industrielle mettant en jeu des substances radioactives de fortes activités est réglementée au titre des « installations nucléaires de base » (INB) et est alors placée sous le contrôle de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

LA LOCALISATION EST-ELLE CONCERNÉE PAR UNE INSTALLATION NUCLÉAIRE ?

Localisation exposée à des installations nucléaires recensées dans un rayon de 10.0 km : Non

Localisation exposée à des centrales nucléaires recensées dans un rayon de 20.0 km : Non

RADON

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.

Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).

QUEL EST LE POTENTIEL RADON DE LA COMMUNE DE VOTRE LOCALISATION ?

Le potentiel radon de la commune de votre localisation est : Faible

La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans votre habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).



Source: IRSN

Pour en savoir plus : consulter le site de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire sur le potentiel radon de chaque catégorie.

Document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM)

Le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990 a défini un partage de responsabilité entre le préfet et le maire pour l'élaboration et la diffusion des documents d'information. La circulaire d'application du 21 avril 1994 demandait au préfet d'établir un dossier départemental des risques majeurs (DDRM) listant les communes à risque et, le cas échéant, un dossier communal synthétique (DCS). La notification de ce DCS par arrêté au maire concerné, devait être suivie d'un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM) établi par le maire, de sa mise en libre consultation de la population, d'un affichage des consignes et d'actions de communication.
Le décret n° 2004-554 du 09 juin 2004 qui complète le précédent, conforte les deux étapes-clé du DDRM et du DICRIM. Il modifie l'étape intermédiaire du DCS en lui substituant une transmission par le préfet au maire, des informations permettant à ce dernier l'élaboration du DICRIM.

Catastrophe naturelle

Phénomène ou conjonction de phénomènes dont les effets sont particulièrement dommageables.
Cette définition est différente de celle de l'article 1er de la loi n°82-600 du 13 juillet 1982 relative à l'indemnisation des victimes de catastrophes naturelles, qui indique: «sont considérés comme effets des catastrophes naturelles [...] les dommages matériels directs ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises ». La catastrophe est ainsi indépendante du niveau des dommages causés. La notion «d'intensité anormale» et le caractère «naturel» d'un phénomène relèvent d'une décision interministérielle qui déclare «l'état de catastrophe naturelle».

Plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN)

Le plan de prévention des risques naturels (PPRN) créé par la loi du 2 février 1995 constitue aujourd'hui l'un des instruments essentiels de l'action de l'État en matière de prévention des risques naturels, afin de réduire la vulnérabilité des personnes et des biens.
Il est défini par les articles L562-1 et suivants du Code de l'environnement et et doit être réalisé dans un délai de 3 ans à compter de la date de prescription. Ce délai peut être prorogé une seule fois de 18 mois. Le PPRN peut être modifié ou révisé.
Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en terme d'indemnisations pour catastrophe naturelle.
Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.
Ce dossier est approuvé par un arrêté préfectoral, au terme d'une procédure qui comprend l'arrêté de prescription sur la ou les communes concernées, la réalisation d'études pour recenser les phénomènes passés, qualifier l'aléa et définir les enjeux du territoire, en concertation avec les collectivités concernées, et enfin une phase de consultation obligatoire (conseils municipaux et enquête publique).
Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'État pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.

Pour obtenir plus de définitions merci de vous référer au glossaire disponible en ligne à l'adresses suivante : https://www.georisques.gouv.fr/glossaire/.

Catastrophes naturelles

Nombre d'arrêtés de catastrophes naturelles : 10

Inondations et coulées de boue : 8

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF20140091	29/09/2014	30/09/2014	08/10/2014	11/10/2014
34PREF20070003	13/09/2006	14/09/2006	22/02/2007	10/03/2007
34PREF20050042	06/09/2005	07/09/2005	10/10/2005	14/10/2005
34PREF20030156	02/12/2003	03/12/2003	19/12/2003	20/12/2003
34PREF20030086	22/09/2003	22/09/2003	17/11/2003	30/11/2003
34PREF20020068	08/09/2002	09/09/2002	19/09/2002	20/09/2002
34PREF19940088	17/10/1994	28/10/1994	21/11/1994	25/11/1994
34PREF20170132	22/09/1993	23/09/1993	02/02/1994	18/02/1994

Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF20190079	01/07/2017	30/09/2017	18/09/2018	20/10/2018

Tempête : 1

Code national CATNAT	Début le	Fin le	Arrêté du	Sur le JO du
34PREF19820165	06/11/1982	10/11/1982	18/11/1982	19/11/1982

Précautions d'usage

Ce document est une synthèse non exhaustive des risques naturels et/ou technologiques présents autour d'un lieu choisi par l'internaute. Il résulte de l'intersection géographique entre une localisation donnée et des informations aléas, administratives et réglementaires. La localisation par adresse, pointage sur la carte, ou par GPS, présente des imprécisions dues à divers facteurs : lecture du positionnement, qualité du GPS, référentiel utilisé pour la géolocalisation des données. En ce qui concerne les zonages, la précision de la représentation sur Géorisques par rapport aux cartes de zonage papier officielles n'est pas assurée et un décalage entre les couches est possible. Seules les données ayant fait l'objet par les services de l'Etat, d'une validation officielle sous format papier, font foi. Les informations mises à disposition ne sont pas fournies en vue d'une utilisation particulière, et aucune garantie n'est apportée quant à leur aptitude à un usage particulier.

Description des données

Le site georisques.gouv.fr, développé par le BRGM en copropriété avec l'Etat représenté par la direction générale de la prévention des risques (DGPR), présente aux professionnels et au grand public une série d'informations relatives aux risques d'origine naturelle ou technologique sur le territoire français. L'accès et l'utilisation du site impliquent implicitement l'acceptation des conditions générales d'utilisation qui suivent.

Limites de responsabilités

Ni la DGPR, ni le BRGM ni aucune partie ayant concouru à la création, à la réalisation, à la diffusion, à l'hébergement ou à la maintenance de ce site ne pourra être tenu pour responsable de tout dommage direct ou indirect consécutif à l'accès et/ou utilisation de ce site par un internaute. Par ailleurs, les utilisateurs sont pleinement responsables des interrogations qu'ils formulent ainsi que de l'interprétation et de l'utilisation qu'ils font des résultats. La DGPR et le BRGM n'apportent aucune garantie quant à l'exactitude et au caractère exhaustif des informations délivrées. Seules les informations livrées à notre connaissance ont été transposées. De plus, la précision et la représentativité des données n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, dans la mesure où ces informations n'ont pas systématiquement été validées par la DGPR ou le BRGM. De plus, elles ne sont que le reflet de l'état des connaissances disponibles au moment de leur élaboration, de telle sorte que la responsabilité de la DGPR et du BRGM ne saurait être engagée au cas où des investigations nouvelles amèneraient à revoir les caractéristiques de certaines formations. Même si la DGPR et le BRGM utilisent les meilleures techniques disponibles à ce jour pour veiller à la qualité du site, les éléments qu'il comprend peuvent comporter des inexactitudes ou erreurs non intentionnelles. La DGPR et le BRGM remercient par avance les utilisateurs de ce site qui voudraient bien lui communiquer les erreurs ou inexactitudes qu'ils pourraient relever. Les utilisateurs de ce site consultent à leurs risques et périls. La DGPR et le BRGM ne garantissent pas le fonctionnement ininterrompu ni le fait que le serveur de ce site soit exempt de virus ou d'autre élément susceptible de créer des dommages. La DGPR et le BRGM peuvent modifier le contenu de ce site sans avertissement préalable.

Droits d'auteur

Le «Producteur» garantit au «Réutilisateur» le droit personnel, non exclusif et gratuit, de réutilisation de «l'Information» soumise à la présente licence, dans le monde entier et pour une durée illimitée, dans les libertés et les conditions exprimées ci-dessous. Vous êtes Libre de réutiliser «L'information» :
- Reproduire, copier, publier et transmettre « l'Information » ;
- Diffuser et redistribuer «l'Information» ;
- Adapter, modifier, extraire et transformer à partir de «l'Information», notamment pour créer des «Informations dérivées» ;
- Exploiter « l'Information » à titre commercial, par exemple en la combinant avec d'autres «Informations», ou en l'incluant dans votre propre produit ou application. sous réserve de mentionner la paternité de «l'Information» :
  sa source (a minima le nom du «Producteur») et la date de sa dernière mise à jour.

Le «Ré-utilisateur» peut notamment s'acquitter de cette condition en indiquant un ou des liens hypertextes (URL) renvoyant vers «l'Information» et assurant une mention effective de sa paternité. Cette mention de paternité ne doit ni conférer un caractère officiel à la réutilisation de «l'Information», ni suggérer une quelconque reconnaissance ou caution par le «Producteur», ou par toute autre entité publique, du «Ré-utilisateur» ou de sa réutilisation.

Accès et disponibilité du service et des liens

Ce site peut contenir des liens et références à des sites Internet appartenant à des tiers. Ces liens et références sont là dans l'intérêt et pour le confort des utilisateurs et ceci n'implique de la part de la DGPR ou du BRGM ni responsabilité, ni approbation des informations contenues dans ces sites.

Inventaire historique des anciens sites industriels et activités de service (BASIAS)

Liste des résultats

Rappel des paramètres :
Département : HERAULT (34)
Commune : MONTAUD (34164)
Nombre de sites: 1 (1 pages)
Note : en l'absence de géolocalisation au centroïde du site ou à l'adresse, l'emplacement d'un site sur le territoire de la commune n'est pas connu.

Exporter un tableau (/webappReport/ws/basias/sitesdetails/detailsites_2020-11-10.csv?dept=34&commune=34164&activites=&isExport=true&start=

N° Identifiant	Raison(s) sociale(s) de(s) l'entreprise (s) connue (s)	Nom(s) usuel (s)	Dernière adresse	Commune principale	Code activité	Etat d'occupation du site	Site géolocalisé
LRO3403315 (https://fiches-risques.brgm.fr/georisques/basias-detaillee/LRO3403315)		Dépôt de déchets		MONTAUD	E38.48Z E38.11Z E38.45Z		Pas de géolocalisation

Premier « 1 » Dernier

Aller directement au contenu

Accueil (/) > S'informer (/) >

Pollution des sols, SIS et anciens sites industriels (/risques/pollutions-sols-sis-anciens-sites-industriels)
> Accès aux données (/risques/sites-et-sols-pollues/accueil) >

Rechercher un terrain présentant une potentielle pollution

Pollutions des sols, SIS et anciens sites industriels

← Retour (/risques/sites-et-sols-pollues/accueil)

Rechercher un terrain présentant une potentielle pollution

Catégorisation

BASOL | Secteurs d'information sur les Sols (SIS)

Sites pollués ou potentiellement pollués appelant une action des pouvoirs publics, à titre préventif ou curatif.

Localisation :

OCCITANIE

HERAULT

MONTAUD

Réinitialiser

Aucun résultat trouvé pour cette recherche

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité
(https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr)

GÉORISQUES
(https://www.georisques.gouv.fr)

Géosciences pour une Terre durable
brgm
(https://www.brgm.fr)

Liens utiles

r/aide/Georisques)

API Géorisques (/doc-api)

Mentions légales (/mentions-legales)

Données personnelles (/données-personnelles)

Suivez nous !

(https://www.facebook.com/Ecologie.Gouv)

(http://www.twitter.com/Ecologie_Gouv)

(http://www.linkedin.com/company/ministere-de-la-transition-ecologique-et-solidaire)

(http://www.youtube.com/user/developpementdurable)

(https://www.georisques.gouv.fr/flux-rss)

Base des installations classées

Résultats de la recherche

Rappel des critères : Modifier

Région : OCCITANIE (76)

Département : HERAULT (34)

Commune : MONTAUD (34164)

Rubrique nomenclature IC :

Etablissement(s) : 1

Résultats de 1 à 1

Exporter (/webappReport/ws/installations/sitesdetails/detailsites_2020-11-10.csv?etablissement=&region=76&departement=34&commune=34164&activite=&nomenclature=&regime=&statut=&prioNational=&ied=&declaration=&isExp
Voir Carte (/risques/installations/donnees/carte#/admin/com/34164)

Nom de l'établissement (1)	Code postal	Commune	Régime en vigueur (2)	Statut SEVESO
VIGNERONS DE MONTAUD	34160	MONTAUD	Enregistrement	Non Seveso

(1) En application des dispositions du RGPD, les noms de personnes physiques ne sont pas diffusés
(2) Régime en vigueur de l'établissement : Le régime en vigueur d'un établissement correspond au régime de l'établissement avec prises en compte, depuis le dernier arrêté préfectoral de l'établissement, des évolutions de la nomenclature des installations classées qui s'appliquent de plein droit

Premier « 1 » Dernier

SCP GUILHAUME-SCOTT TZELEPOGLOU
et CADERAS de KERLEAU
35 Avenue Royale
CS 20003
34748 VENDARGUES Cedex

Références dossier : 1016886 / MGS / CR /
VENTE Cts FABRE
Adresse du bien : Le Village, MONTAUD (34160)

Au titre de la taxe communale prévue par l'article 1529 du CGI

☐ Le Conseil municipal **a voté** la taxe forfaitaire (art. 1529), le _____.

Si ce terrain est soumis à la taxe forfaitaire, merci d'indiquer la date du classement du terrain en zone constructible _____.

☑ Le Conseil municipal **n'a pas voté** la taxe forfaitaire (art. 1529)

Au titre de la taxe nationale prévue par l'article 1605 nonies du CGI

Date du classement du terrain en zone constructible _____.

A défaut d'une date précise, le terrain a-t-il été classé avant ou après le 13 janvier 2010 en zone constructible ? :

☑ Classement en zone constructible AVANT le 13 janvier 2010

☐ Classement en zone constructible APRES le 13 janvier 2010

MAIRIE DE MONTAUD
34160

preventimmo

Etat des Risques et Pollutions

En application des articles L125-5 à 7 et R125-26 du code de l'environnement.

Référence : 1095_034012_21719961
Mode COMMANDE CADASTRE***
Réalisé par un expert Preventimmo
Pour le compte de GUILHAUME-SCOTT TZELEPOGLOU et CADERAS de KERLEAU

Date de réalisation : 20 novembre 2020 (Valable 6 mois)
Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral :
N° DDTM34-2017-07-08665 du 21 juillet 2017.

REFERENCES DU BIEN

Adresse du bien
Le Village
34160 Montaud
Parcelle(s) :
ZB0355, ZB0356

Vendeur
M. FABRE
Acquéreur
HECTARE



SYNTHESE

A ce jour, la commune est soumise à l'obligation d'Information Acquéreur Locataire (IAL). Une déclaration de sinistre indemnisé est nécessaire.

Votre commune				Votre immeuble		
Type	Nature du risque	Etat de la procédure	Date	Concerné	Travaux	Réf.
PPRn	Inondation	approuvé	19/07/2017	oui, non directement exposé	non	p.4
Zonage de sismicité : 2 - Faible*				oui	-	-
Zonage du potentiel radon : 1 - Faible**				non	-	-

** Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1 à 8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décrets n°2010-1254 et n°2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010 (nouvelles règles de construction parasismique - EUROCODE 8).*
*** Situation de l'immeuble au regard des zones à potentiel radon du territoire français définies à l'article R.1333-29 du code de la santé publique modifié par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018, délimitées par l'Arrêté interministériel du 27 juin 2018.*

Informations complémentaires	Zone
Zonage du retrait-gonflement des argiles	Aléa Moyen (2)
Plan d'Exposition au Bruit*	Non concerné

** Information cartographique consultable en mairie et en ligne à l'adresse suivante : https://www.geoportail.gouv.fr/donnees/plan-dexposition-au-bruit-peb*

*** En mode COMMANDE CADASTRE, l'expert Preventimmo est responsable de la localisation et de la détermination de l'exposition aux risques.
L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site Internet Preventimmo.
Copyright 2007-2017 Kinaxia. Tous droits réservés. Les noms et marques commerciaux appartiennent à leurs propriétaires respectifs.
KINAXIA - SAS au capital de 165.004,56 euros - Siège social 80 Route des Lucioles - Espaces de Sophia, bâtiment C - 06560 Sophia Antipolis - SIREN : 514 061 738 - RCS GRASSE
kinaxia

SOMMAIRE

Synthèse 1
Imprimé officiel 3
Localisation sur cartographie des risques 4
Déclaration de sinistres indemnisés 5
Prescriptions de travaux, Documents de référence, Conclusions 6
Annexes 7

L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site Internet Preventimmo.
Copyright 2007-2017 Kinaxia. Tous droits réservés. Les noms et marques commerciaux appartiennent à leurs propriétaires respectifs.
KINAXIA - SAS au capital de 165.004,56 euros - Siège social 80 Route des Lucioles - Espaces de Sophia, bâtiment C - 06560 Sophia Antipolis - SIREN : 514 061 738 - RCS GRASSE
kinaxia

Etat des Risques et Pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité et pollution des sols

en application des articles L.125-5 à 7, R.125-26, R 563-4 et D 563-8-1 du Code de l'environnement et de l'article L 174-5 du nouveau Code minier

1. Cet état, relatif aux obligations, interdictions, servitudes et prescriptions définies vis-à-vis des risques naturels, miniers ou technologiques concernant l'immeuble, est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° DDTM34-2017-07-08665 du 21/07/2017

Situation du bien immobilier (bâti ou non bâti) — **Document réalisé le : 20/11/2020**

2. Adresse

Parcelle(s) : ZB0355, ZB0356

Le Village 34160 Montaud

3. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques naturels [PPRn]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn	**prescrit**	oui	**non** X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn	**appliqué par anticipation**	oui	**non** X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRn	**approuvé**	**oui**[1] X	non

Les risques naturels pris en compte sont liés à : *(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)*

Inondation X — Crue torrentielle — Remontée de nappe — Submersion marine — Avalanche — Mouvement de terrain — Mvt terrain-Sécheresse — Séisme — Cyclone — Eruption volcanique — Feu de forêt — autre

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRn — oui — **non** X

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR naturel ont été réalisés — oui — non

4. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques miniers [PPRm]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm	**prescrit**	oui	**non** X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm	**appliqué par anticipation**	oui	**non** X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRm	**approuvé**	oui	**non** X

Les risques miniers pris en compte sont liés à : *(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)*

Risque minier — Affaissement — Effondrement — Tassement — Emission de gaz — Pollution des sols — Pollution des eaux — autre

L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du ou des PPRm — oui — **non** X

si oui, les travaux prescrits par le règlement du PPR miniers ont été réalisés — oui — non

5. Situation de l'immeuble au regard de plans de prévention des risques technologiques [PPRt]

L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt	**approuvé**	oui	**non** X
L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPRt	**prescrit**	oui	**non** X

Les risques technologiques pris en compte sont liés à : *(les risques grisés ne font pas l'objet d'une procédure PPR sur la commune)*

Risque industriel — Effet thermique — Effet de surpression — Effet toxique — Projection

L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement — oui — **non** X

L'immeuble est situé en zone de prescription — oui — **non** X

Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés — oui — non

Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location — oui — non

6. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte de la sismicité

en application des articles R 563-4 et D 563-8-1 du code de l'environnement modifiés par l'Arrêté et les Décrets n°2010-1254 / 2010-1255 du 22 octobre 2010.

L'immeuble est situé dans une commune de sismicité :

Forte — Moyenne — Modérée — **Faible** — Très faible

zone 5 — zone 4 — zone 3 — **zone 2** X — zone 1

7. Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire pour la prise en compte du potentiel radon

en application des articles R125-23 du code de l'environnement et R1333-29 du code de la santé publique, modifiés par le Décret n°2018-434 du 4 juin 2018

L'immeuble se situe dans une Zone à Potentiel Radon : Significatif — Faible avec facteur de transfert — **Faible**

zone 3 — zone 2 — **zone 1** X

8. Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe naturelle

L'information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente — oui ☐ — non ☐

9. Situation de l'immeuble au regard de la pollution des sols

L'immeuble est situé dans un Secteur d'Information sur les Sols (SIS) — oui ☐ — non X

Aucun SIS ne concerne cette commune à ce jour

Parties concernées

Vendeur	M. FABRE	à	le
Acquéreur	HECTARE	à	le

[1] L'immeuble n'est pas exposé au risque inondation mais simplement concerné par la réglementation du PPR correspondant
Attention ! S'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner le bien immobilier, ne sont pas mentionnés par cet état.

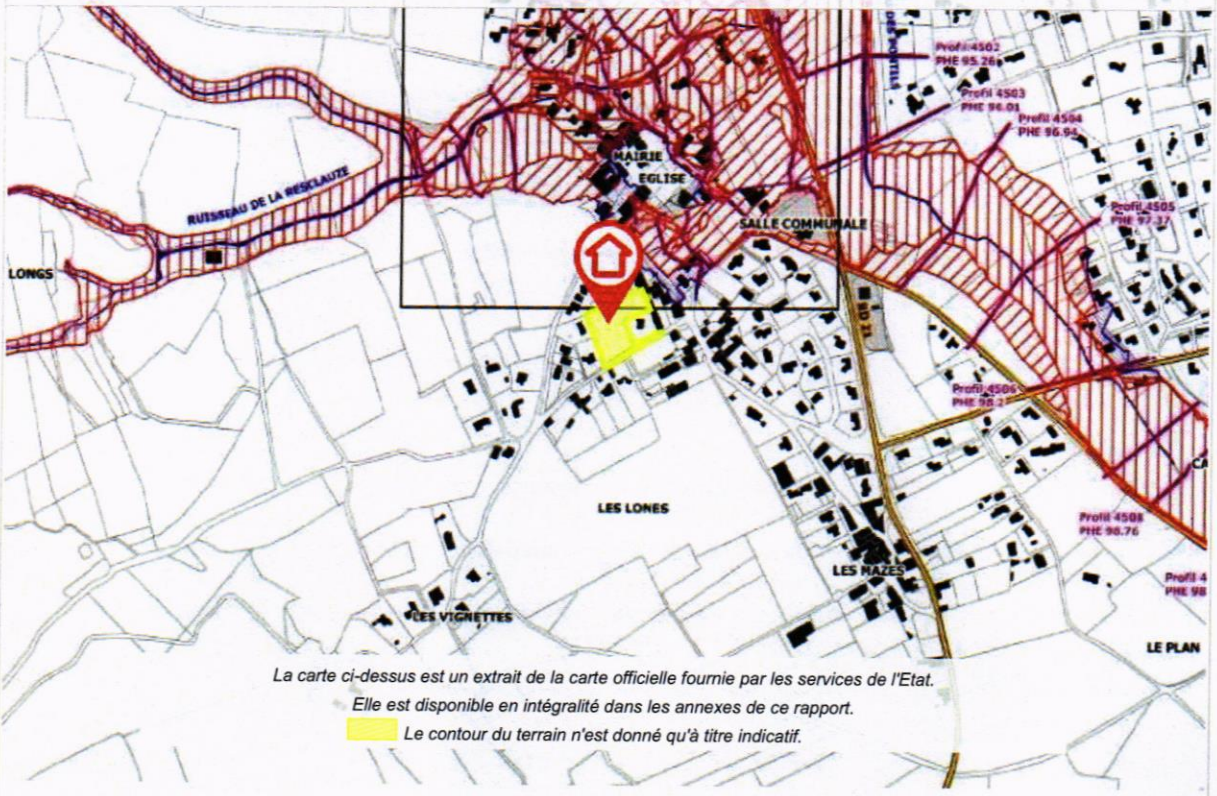
*** En mode COMMANDE CADASTRE, l'expert Preventimmo est responsable de la localisation et de la détermination de l'exposition aux risques.
L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site Internet Preventimmo.
Copyright 2007-2017 Kinaxia. Tous droits réservés. Les noms et marques commerciaux appartiennent à leurs propriétaires respectifs.
KINAXIA - SAS au capital de 165.004,56 euros - Siège social 80 Route des Lucioles - Espaces de Sophia, bâtiment C - 06560 Sophia Antipolis - SIREN : 514 061 738 - RCS GRASSE
kinaxia

Inondation

PPRn Inondation, approuvé le 19/07/2017

Concerné*

** L'immeuble est situé dans le périmètre d'une zone non directement exposée*



La carte ci-dessus est un extrait de la carte officielle fournie par les services de l'Etat.
Elle est disponible en intégralité dans les annexes de ce rapport.
Le contour du terrain n'est donné qu'à titre indicatif.

*** En mode COMMANDE CADASTRE, l'expert Preventimmo est responsable de la localisation et de la détermination de l'exposition aux risques.
L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site Internet Preventimmo.
Copyright 2007-2017 Kinaxia. Tous droits réservés. Les noms et marques commerciaux appartiennent à leurs propriétaires respectifs.
KINAXIA - SAS au capital de 165.004,56 euros - Siège social 80 Route des Lucioles - Espaces de Sophia, bâtiment C - 06560 Sophia Antipolis - SIREN : 514 061 738 - RCS GRASSE
kinaxia

Déclaration de sinistres indemnisés

en application des articles L 125-5 et R125-26 du Code de l'environnement

Si, à votre connaissance, l'immeuble a fait l'objet d'une indemnisation suite à des dommages consécutifs à des événements ayant eu pour conséquence la publication d'un arrêté de catastrophe naturelle, cochez ci-dessous la case correspondante dans la colonne "Indemnisé".

Arrêtés CATNAT sur la commune

Risque	Début	Fin	JO	Indemnisé
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2019	30/09/2019	12/06/2020	☐
Sécheresse et réhydratation - Tassements différentiels	01/07/2017	30/09/2017	20/10/2018	☐
Inondation - Par ruissellement et coulée de boue	29/09/2014	30/09/2014	11/10/2014	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	13/09/2006	14/09/2006	10/03/2007	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	06/09/2005	07/09/2005	14/10/2005	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	02/12/2003	03/12/2003	20/12/2003	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	22/09/2003	22/09/2003	30/11/2003	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	08/09/2002	09/09/2002	20/09/2002	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	17/10/1994	28/10/1994	25/11/1994	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	22/09/1993	23/09/1993	18/02/1994	☐
Par une crue (débordement de cours d'eau) - Par ruissellement et coulée de boue	06/11/1982	10/11/1982	19/11/1982	☐
Tempête (vent)				

Pour en savoir plus, chacun peut consulter en préfecture ou en mairie, le dossier départemental sur les risques majeurs, le document d'information communal sur les risques majeurs et, sur internet, le portail dédié à la prévention des risques majeurs : www.prim.net

Préfecture : Montpellier - Hérault
Commune : Montaud

Adresse de l'immeuble :
Le Village
Parcelle(s) : ZB0355, ZB0356
34160 Montaud
France

Etabli le : _____

Vendeur :

_____

M. FABRE

Acquéreur :

_____

HECTARE

*** En mode COMMANDE CADASTRE, l'expert Preventimmo est responsable de la localisation et de la détermination de l'exposition aux risques.
L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site Internet Preventimmo.
Copyright 2007-2017 Kinaxia. Tous droits réservés. Les noms et marques commerciaux appartiennent à leurs propriétaires respectifs.
KINAXIA - SAS au capital de 165.004,56 euros - Siège social 80 Route des Lucioles - Espaces de Sophia, bâtiment C - 06560 Sophia Antipolis - SIREN : 514 061 738 - RCS GRASSE
kinaxia

Prescriptions de travaux

Aucune

Documents de référence

> Règlement du PPRn Inondation, approuvé le 19/07/2017

> Note de présentation du PPRn Inondation, approuvé le 19/07/2017

Sauf mention contraire, ces documents font l'objet d'un fichier complémentaire distinct et disponible auprès du prestataire qui vous a fourni cet ERP.

Conclusions

L'Etat des Risques délivré par GUILHAUME-SCOTT TZELEPOGLOU et CADERAS de KERLEAU en date du 20/11/2020 fait apparaître que la commune dans laquelle se trouve le bien fait l'objet d'un arrêté préfectoral n°DDTM34-2017-07-08665 en date du 21/07/2017 en matière d'obligation d'Information Acquéreur Locataire sur les Risques Naturels, Miniers et Technologiques.

Selon les informations mises à disposition dans le Dossier Communal d'Information, le BIEN est ainsi concerné par :

- La réglementation du PPRn Inondation approuvé le 19/07/2017
  Aucune prescription de travaux n'existe pour l'immeuble.
- Le risque sismique (niveau 2, sismicité Faible) et par la réglementation de construction parasismique EUROCODE 8

Le BIEN est également concerné par :

- L'aléa retrait-gonflement des argiles (aléa Moyen)

Kinaxia
80 Route des lucioles
Espaces de Sophia Antipolis
Bât C
06560 VALBONNE
SIRET : 514 061 738 00035
secretariat@kinaxia.fr
Tél : 04.22.96.30.35 - Fax : 04.84.25.27.40

Sommaire des annexes

> Arrêté Préfectoral n° DDTM34-2017-07-08665 du 21 juillet 2017

> Cartographies :

- Cartographie réglementaire PPRn Inondation, approuvé le 19/07/2017
- Cartographie réglementaire de la sismicité

A titre indicatif, ces pièces sont jointes au présent rapport.

*** En mode COMMANDE CADASTRE, l'expert Preventimmo est responsable de la localisation et de la détermination de l'exposition aux risques.
L'édition et la diffusion de ce document implique l'acceptation des Conditions Générales de Vente, disponibles sur le site Internet Preventimmo.
Copyright 2007-2017 Kinaxia. Tous droits réservés. Les noms et marques commerciaux appartiennent à leurs propriétaires respectifs.
KINAXIA - SAS au capital de 165.004,56 euros - Siège social 80 Route des Lucioles - Espaces de Sophia, bâtiment C - 06560 Sophia Antipolis - SIREN : 514 061 738 - RCS GRASSE

Liste des annexes :

- POUVOIRS HECTARE
- Bodacc des parties
- MODELE 1
- PLAN CADASTRAL
- Rapport Montaud Le Patus mission G1 loi élan def 2
- GEORISQUES ZB 356
- GEORSIQUES ZB 355
- BASIAS
- BASOL
- INSTALLATIONS CLASSEES
- Attestation mairie / taxes sur les Tab devenus constructibles
- Etat des risques naturels et pollutions